

SciencesPo

CENTRE DE RECHERCHES
INTERNATIONALES

LES ÉTUDES DU CERI

N° 286 avril 2026

LA DIMENSION RELIGIEUSE DE LA POLITIQUE TURQUE EN AFRIQUE DE L'OUEST

Bayram Balci et Issouf Binaté



La dimension religieuse de la politique turque en Afrique de l'Ouest

Résumé

La Turquie a étendu son ambition internationale bien au-delà de sa zone d'influence traditionnelle (l'Asie centrale et le Caucase), et tout particulièrement en Afrique, où elle compte désormais des hommes d'affaires, une quarantaine de représentations diplomatiques et des organisations humanitaires dont certaines interviennent, et c'est une des particularités de l'affirmation turque sur le continent, dans le champ religieux de l'islam. Cette présence est le fruit d'un agenda politique savamment construit par Ankara, autour de l'idée d'un partenariat économique gagnant-gagnant dans un contexte de tensions entre l'Afrique et les anciennes puissances coloniales. L'observation d'acteurs institutionnels, de religieux, d'étudiants et d'entrepreneurs socio-économiques rencontrés au cours d'enquêtes de terrain au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, au Niger, au Nigéria, au Mali et au Sénégal, permet d'appréhender les multiples facettes et enjeux de cette coopération en construction, où l'islam est une constante.

The Religious Dimension of Turkish Policy in West Africa

Abstract

Turkey has expanded its international ambitions well beyond its traditional areas of influence (Central Asia and the Caucasus), and most notably in Africa. There it is active through business networks, around forty diplomatic missions, and humanitarian organizations — some of which, reflecting distinctive features of Turkey's engagement on the continent, operate within the religious sphere of Islam. This presence is the result of a carefully crafted political agenda developed by Ankara, built around the concept of win-win economic partnerships in a context marked by tensions between Africa and former colonial powers. Observations of institutional actors, religious figures, students, and socio-economic entrepreneurs drawn from field research in Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Niger, Nigeria, Mali, and Senegal, provide insight into the diverse dimensions and challenges of this emerging cooperation, in which Islam remains a consistent thread.

La dimension religieuse de la politique turque en Afrique de l’Ouest

Bayram Balci, Ceri Sciences Po (France)

et Issouf Binaté, Université Alassane Ouattara (Côte d’Ivoire) et Merian Institute for Advanced Studies in Africa (Ghana)

Les 22 et 23 avril 2017, Ahmet Kavas, historien à l’Université Medeniyet et diplomate turc, invitait à Istanbul une trentaine de chercheurs africains à participer à un colloque intitulé « Islam en Afrique : passé, présent et futur »¹. L’ambition de cette rencontre scientifique était de réexaminer le passé musulman de l’Afrique – dans lequel l’Empire Ottoman a joué un rôle actif – pour favoriser la construction d’un avenir commun entre la Turquie et ce continent qui, jusqu’à une période récente, était perçu comme une « chasse gardée » des anciennes puissances coloniales. Plusieurs décennies après les indépendances, les politiques étrangères des pays africains se trouvaient encore bridées par l’influence, essentiellement, de la France, de la Grande-Bretagne, de la Belgique et du Portugal. Toutefois, la convergence des mutations propres à l’Afrique et la montée en puissance de pays dits émergents ont fini par offrir à ces pays de nouvelles perspectives et de nouveaux partenariats en matière de politique étrangère. C’est ainsi que des Etats comme l’Inde, la Russie, mais aussi les Emirats arabes unis, l’Arabie saoudite, le Brésil, Israël et la Corée du Sud s’y intéressent et investissent parfois massivement.

Dans cette cohorte de nouveaux acteurs, la Turquie tient à jouer un rôle majeur dans les partenariats avec l’Afrique. A la différence des pays précédemment cités, qui ciblent des secteurs clés (comme la sécurité), elle se distingue par une stratégie multisectorielle. Ainsi, la politique d’implantation de la Turquie se déploie-t-elle selon plusieurs volets : de nouvelles relations politiques galvanisées par l’ambition personnelle d’Erdoğan de faire de son pays un acteur majeur en Afrique, des actions humanitaires tous azimuts émanant de dizaines d’organisations non gouvernementales (ONG) turques, mais aussi tout un programme de coopération économique,

¹ *Afrika’da Islamiyet : Dünü, bugünü, carinii*. Voir Kavas Ahmet, Muhammed Tandoğan et Mustafa Selim Yılmaz (dir.), *Afrika’da Islamiyet : Dünü, bugünü, yarını*, Istanbul, Ensar Neşriyat, 2017.

éducative et culturelle lancé et porté par des acteurs non étatiques. Par ailleurs, ces dernières années, la Turquie est devenue pour certains pays africains un partenaire important en matière militaire grâce aux progrès fulgurants de l'industrie de défense turque. Dans ce panorama, la dimension la plus dynamique et la plus intéressante, car elle va à l'encontre de l'idée que l'on se fait de la Turquie, est la dimension religieuse. La place de la coopération islamique dans la politique publique ou privée turque en Afrique mérite donc une attention particulière.

Les observations issues de notre travail de terrain confirment que la Turquie jouit encore, à juste titre, de la réputation d'être l'un des pays les plus séculiers du monde musulman. Longtemps érigé en modèle de sécularisme, c'est pourtant à travers l'islam que, depuis près de deux décennies, le pays promeut son modèle de développement économique et exporte son influence dans diverses régions du monde, et notamment en Afrique. On le verra, c'est bien le facteur religieux qui est à la pointe de cette politique d'influence turque en Afrique, même s'il est combiné et étroitement lié au commerce et aux œuvres éducatives mises en place par des ordres religieux turcs. En d'autres termes, la coopération islamique permet, ou du moins facilite grandement, une diplomatie active depuis une vingtaine d'années en Afrique, comme cela fut le cas dans l'espace postsoviétique. Notre regard se focalisera donc sur le fait religieux et sur la manière dont il accompagne et avantage la diplomatie d'influence de la Turquie à travers tout le continent africain.

Notre analyse, issue de recherches croisées menées entre la Turquie, l'espace ex-soviétique et l'Afrique de l'Ouest, repose sur l'étude des interactions entre acteurs publics et acteurs non gouvernementaux, afin de mettre en lumière la manière dont leurs initiatives convergent vers la promotion des intérêts turcs en Afrique. Il conviendra aussi de replacer cette stratégie turque dans le contexte local africain, où s'exprime plus que jamais un fort désir d'autonomisation vis-à-vis des anciennes puissances coloniales, ce qui incite les Etats à diversifier leurs coopérations avec de nouveaux acteurs.

Sur le plan méthodologique, notre travail s'attache à retracer la genèse de la politique turque en Afrique au cours des deux dernières décennies à partir d'enquêtes de terrain menées en Turquie et en Afrique de l'Ouest entre 2016 et 2025, et propose un premier retour sur la place spécifique de l'islam dans la présence turque sur le continent. Nos enquêtes en Turquie ont été menées à Istanbul, à Ankara et à Karabük, où de nombreux étudiants, migrants ou expatriés africains viennent s'installer. La taille du continent africain et ses réalités diverses nous ont incités à limiter notre étude à quelques pays d'Afrique de l'Ouest, représentatifs de l'ensemble de cette stratégie turque. Nos enquêtes de terrain nous ont menés au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, au Mali, au Niger, au Sénégal et au Nigeria, principalement dans les capitales, mais aussi dans certaines grandes villes comme Abidjan, Bouaké et Korhogo en Côte d'Ivoire, Saint-Louis au Sénégal ou Ibadan et Lagos au Nigeria. Dans ces villes, nous avons pu nous entretenir avec une grande variété d'interlocuteurs turcs et africains : agents humanitaires, diplomates, éducateurs, étudiants, entrepreneurs, chercheurs, professionnels du fait religieux et experts des relations entre la Turquie et l'Afrique. Les données récoltées sur le terrain ont été complétées par la lecture et l'analyse d'une importante littérature grise. Nous nous sommes plongés dans des récits de voyage écrits par des Turcs ainsi que dans des films documentaires réalisés par des ONG turques afin de comprendre les représentations et les projections turques sur l'Afrique. Par ailleurs, un recours aux médias numériques, relayant les informations en lien avec les

organisations turques et estudiantines en Turquie, s'est avéré nécessaire. En effet, l'espace numérique — Facebook² notamment — est devenu, ces dernières années, un outil important pour suivre les activités des mouvements associatifs et de la société civile. L'ouverture d'un compte sur cette plateforme nous a ainsi permis d'accéder aux données (messages, photos et vidéos) des acteurs et des organisations présents sur ce terrain. Dans le contexte actuel, marqué par une crise politique en Turquie, le recours à ce mode de collecte d'informations s'est révélé un moyen efficace pour pallier à la fois la distance avec les interlocuteurs et la méfiance observée chez certains enquêtés (en particulier chez les proches du mouvement Gülen).

Les grandes lignes de la politique turque en Afrique

Plus d'un siècle après la fin de l'Empire ottoman, force est de constater que le référent « ottoman », dans l'instrumentalisation politique de la religion, dans sa gestion du fait minoritaire, et surtout dans sa politique étrangère, imprègne encore profondément la Turquie républicaine et laïque. Ankara s'appuie encore aujourd'hui dessus, notamment dans l'espace placé autrefois sous domination ottomane. Cette référence constante, parfois même obsessionnelle, au passé impérial remonte aux premières initiatives d'ouverture impulsées par Turgut Özal lorsqu'il était Premier ministre (1983-1989), puis président de la République (1989-1993). En matière de politique intérieure, ce renvoi à l'histoire raffermi la cohésion nationale. Pour ce qui est de la politique extérieure, il convoque un sentiment de commune appartenance à une solidarité supranationale, mais aussi de prestige international. En Eurasie, la Turquie ne constitue pas une exception dans la mesure où la Russie et l'Iran usent des mêmes stratagèmes politiques.

Or les liens historiques entre la Turquie et l'Afrique sont si faibles qu'il apparaît difficile d'y faire appel à toute forme de souvenir ou de nostalgie. En effet, seule la partie septentrionale du continent a été placée sous domination ottomane, dont l'influence s'est étendue dans une moindre mesure jusqu'à l'actuel Soudan et la Corne de l'Afrique. Et bien que quelques témoignages de clercs musulmans, occupant des rayonnages de bibliothèques, en attestent, la pénétration ottomane a échoué dans le reste de l'Afrique, et notamment en Afrique de l'Ouest. Malgré tout, la Turquie use aujourd'hui du référent ottoman, y compris là où il n'opère pas dans les mémoires³. Ce faisant, Ankara joue sur une autre mémoire commune, sur d'autres types de liens historiques pour justifier ou légitimer l'implantation de la Turquie sur le continent, comme nous avons pu l'observer dans la plupart des pays où nous avons mené nos enquêtes de terrain.

Au Niger, la Turquie convoque sans cesse les liens mi-historiques, mi-légendaires ayant existé entre l'Empire ottoman et le sultanat d'Agadez, qui aurait été fondé par l'un des fils du sultan ottoman au XIV^e siècle⁴. Au Sénégal, la diplomatie turque invoque la mémoire plus récente des

² En 2023, le taux de pénétration d'Internet en Afrique était estimé à 37 % (https://urls.fr/_OV_5j). Le réseau social Facebook, l'une des plateformes les plus importantes, y totalise actuellement plus de 250 millions d'abonnés.

³ Nicolas Melis, « The Ottoman Africa and the Ottomans in Africa. An introduction », *Eurasian Studies*, n° 21, 2024, pp. 143-150.

⁴ Entre fait historique et légende, il est dit qu'au XIV^e siècle, à la suite d'un conflit entre plusieurs tribus touarègues de l'actuelle province d'Agadez au Niger, une délégation aurait été envoyée à Istanbul pour demander l'arbitrage

tirailleurs sénégalais envoyés combattre aux côtés de la puissance coloniale française lors de la bataille des Dardanelles (1915-1916). Elle retient l'épisode selon lequel les tirailleurs, entendant l'appel à la prière, auraient quitté les rangs de la France pour pactiser avec les Turcs, leurs frères de religion. Pour souligner cette fraternité ancienne et construire une relation bilatérale amicale, un monument à la mémoire des soldats sénégalais tombés aux Dardanelles a été érigé en Turquie et au Sénégal⁵. Avec un pays plus lointain comme le Nigeria, les références sont encore plus limitées. On rappelle la présence d'un représentant du Sultan Abdülhamid II à la cérémonie d'inauguration de la mosquée Shitta Bey en 1894 à Lagos, surnommée depuis « mosquée turque »⁶. Mais pour consolider les liens entre la Turquie et le Nigeria, c'est le souvenir du légendaire Ahmet Ali Çelikten, l'aigle noir de l'aviation turque, qui est très souvent invoqué. Officier ottoman devenu colonel de l'armée de l'air turque, il fut le premier pilote noir de l'histoire. Né en 1883 dans l'Empire ottoman, d'ascendance nigériane par sa mère, et formé à la marine impériale avant de devenir pilote dès 1914⁷, Ahmet Ali Çelikten a son portrait accroché dans nombre de bureaux des différentes implantations turques au Nigeria. Aux yeux des Turcs, il est l'exemple même du modèle d'intégration de l'Empire ottoman et de la Turquie aujourd'hui.

Même si elle peut sembler anecdotique à première vue, cette référence à des épisodes ponctuels du passé, combinée à des éléments plus profonds comme l'appartenance à l'islam, témoigne de la manière dont les acteurs de la politique turque mobilisent l'ensemble des ressorts de légitimation possible pour justifier de leur relation avec l'Afrique. Pourtant, la référence au passé ottoman en Afrique noire n'aide en réalité pas vraiment la Turquie actuelle. La raison en est simple. Si l'intérêt impérial pour les communautés musulmanes d'Afrique a été indéniable, la politique panislamiste tardive d'Abdülhamid II s'est éteinte avec le démembrement de l'Empire. Ainsi, l'envoi en 1862 par Abdülhamid de son émissaire, le savant kurde Ebubekir Efendi, en Afrique du Sud n'a eu qu'un faible impact. Cependant, l'existence même d'une volonté d'influence, aussi faible soit-elle, suffit aux acteurs de la politique turque en Afrique pour revendiquer une ancienneté des liens avec ce continent. Dans les faits, ces relations, modestes et limitées, sont à mettre au crédit des efforts de la République turque.

A partir de 1923, après la fin du califat ottoman et la guerre d'indépendance, l'urgence et la priorité pour Mustafa Kemal et ses premiers successeurs furent la reconstruction du pays et la fixation des frontières. L'Afrique était alors soumise aux puissances coloniales européennes. Ce n'est qu'à partir de la décolonisation, dans les années 1960, que peu à peu la Turquie tissa des

du sultan ottoman Yildirim Bayezid. Celui-ci aurait envoyé sur place un de ses fils, Yunus, issu d'une concubine noire, pour régler le différend. Accepté comme sultan de cette province, Yunus aurait fondé un sultanat qui s'est perpétué jusqu'à nos jours, où la population locale revendique avec fierté ses origines ottomanes. Ce fait historique aux fondements fragiles n'en joue pas moins un certain rôle dans les liens d'amitié entre le Niger et la Turquie, qui n'hésite pas à étendre en Afrique son passé ottoman. Voir Koray Erdogan, « Niger's Agadez continues tradition to honor Ottoman sultans during friday prayers », *Türkiye Today*, 29 juillet 2024, <https://www.turkiyetoday.com/culture/nigers-agadez-continues-tradition-to-honor-ottoman-sultans-during-friday-prayers-33860>

⁵ <https://www.diyanehaber.com.tr/ezan-sesini-duyan-senegalli-askerler-osmanliya-katilmak-istediler>

⁶ « Türkiye hails 130 years of Shitta-Bey mosque as symbol of deep ties with Nigeria », *The Peace (As-Salaam) Magazine*, 7 juillet 2025, <https://peacemagazine.com.ng/turkiye-hails-130-years-of-shitta-bey-mosque-as-symbol-of-deep-ties-with-nigeria/>

⁷ Mathieu N'Diaye, « Ahmet Ali Çelikten, l'aigle noir de l'aviation turque », *Nofi*, 15 juillet 2025, <https://www.nofi.media/2025/07/ahmet-ali-celikten/96415>

liens avec l'Afrique. Mais là encore, les initiatives furent timides. Si ses premières ambassades en Afrique datent de 1925 en Egypte et de 1926 en Ethiopie, il a fallu attendre 1962 pour qu'une chancellerie turque soit inaugurée en Afrique de l'Ouest, à Lagos, à l'époque capitale du Nigeria⁸.

C'est en 1998 que le gouvernement turc, sous la conduite du prestigieux ministre des Affaires étrangères Ismail Cem, mit en place une stratégie turque pour l'Afrique. Sa mise en œuvre fut retardée par la grave crise économique et les instabilités gouvernementales qui touchaient le pays et, jusqu'au début de la décennie 2000, la Turquie peina à développer une présence en Afrique noire. Chanceux et pragmatique, Recep Tayyip Erdoğan arriva au pouvoir en 2002 dans un contexte tout à fait nouveau et favorable à l'ouverture. Son jeune gouvernement s'empara de la stratégie de Cem pour porter les ambitions turques en Afrique. Mais pour autant, son parti, l'AKP, ne se contenta pas de s'aligner sur la stratégie de ses prédécesseurs. Mettant à profit les contextes politique et économique de l'époque, favorables à son déploiement, le pouvoir dota sa politique étrangère d'une forte coloration idéologique. Après une longue période de gouvernements fragiles et éphémères, la Turquie entra ainsi dans une phase de stabilité gouvernementale exceptionnelle.

Depuis 2002, un Erdoğan inflexible est aux commandes du pays. D'abord Premier ministre, puis président à partir d'août 2014, il profite politiquement du *boom* économique que connaît le pays tout au long des années 2000-2010. En effet, grâce à l'adoption de plusieurs réformes, le pays parvient rapidement à surmonter la crise globale de 2001, ainsi que celle de 2008, bien plus grave. Dans le cadre d'une tourmente mondiale, le pays affiche un taux de croissance du PIB parmi les plus élevés au monde après la Chine et l'Inde : 9,2 % en 2010 et 8,5 % en 2011⁹. Une véritable classe moyenne voit le jour et prospère en Turquie. De plus, le contexte géopolitique régional est relativement calme et propice à une ouverture économique et politique vers l'extérieur. Tous ces éléments favorisent la hardiesse du jeune gouvernement AKP, qui se tourne d'abord vers ses anciennes zones d'influence pour bientôt les dépasser et rêver d'Afrique.

L'AKP ne se limite plus au tropisme européen, propre à des élites kémalistes de plus en plus marginalisées. Le pouvoir se revendique néo-ottomaniste : il s'inspire du passé ottoman pour bâtir une nouvelle politique étrangère, plus audacieuse, notamment sous la férule d'Ahmet Davutoğlu, penseur et acteur de la politique étrangère turque de 2002 jusqu'à 2016. Il cherche tous azimuts des débouchés extérieurs au commerce turc et fait de l'Afrique, peu défrichée encore, un objectif primordial. Enfin, l'intérêt personnel d'Erdoğan pour le continent africain joue aussi en faveur de ce nouveau regard turc vers l'Afrique. Et les premiers résultats font apparaître des avancées significatives : les visites officielles entre dirigeants turcs et africains se multiplient ; des sommets Turquie-Afrique sont organisés¹⁰ ; des accords sont conclus dans tous les domaines. Selon les données du ministère turc des Affaires étrangères, le nombre d'ambassades turques en Afrique est

⁸ Voir en particulier les travaux de Federico Donelli, *Turkey in Africa : Turkey's Strategic Involvement in Sub-Saharan Africa*, Londres, I.B. Tauris, 2021, et d'Ali Onur Tepeciklioğlu et Elem Eyrice Tepeciklioğlu (dir.), *Turkey in Africa, A New Emerging Power ?* Londres, Routledge, 2021.

⁹ Voir *La lettre du CEPPI*, 15 novembre 2012, https://www.cepii.fr/PDF_PUB/lettre/2012/let326.pdf

¹⁰ Les trois premières éditions du sommet Turquie-Afrique ont été organisées en 2008 à Istanbul, en 2014 à Malabo et en 2021 à Istanbul. Le quatrième sommet était prévu en janvier 2026 à Tripoli, en Libye, où la Turquie fait partie des pays les plus présents depuis la chute de Kadhafi. Le choix de Tripoli a été fait en marge du 38^e sommet de l'Union africaine, qui s'est tenu les 15 et 16 février 2025 à Addis-Abeba. Pour des raisons non élucidées, ce sommet ne s'est pas encore tenu.

ainsi passé de douze en 2002 à quarante-quatre en 2025. Le volume des échanges commerciaux entre la Turquie et l'Afrique a été multiplié par huit au cours des vingt dernières années, passant de cinq à plus de quarante milliards de dollars entre 2002 et 2022¹¹. Outil de cet activisme turc en Afrique et ailleurs, la compagnie aérienne nationale Turkish Airlines participe pleinement au renforcement de la présence turque sur ce continent. Ce que confirme l'édition 2022 du Skytrax Rankings, qui classe la compagnie turque au septième rang mondial. L'Afrique compte pour beaucoup dans ce classement. Avec soixante-deux destinations dans quarante et un pays, Turkish Airlines se targue d'être « la compagnie aérienne, étrangère au continent, qui vole vers le plus de destinations en Afrique »¹².

Au niveau culturel, les échanges prennent de l'ampleur. Les Turcs voient arriver à Izmir, Kayseri, Konya, Istanbul, Ankara, Karabük et ailleurs des cohortes d'étudiants africains. Réunis au sein d'associations et d'entreprises de négoce, ces jeunes s'approprient le rêve turc. Des boutiques africaines voient ainsi le jour en Turquie, tandis que les ONG religieuses turques se livrent une âpre concurrence pour étendre leur présence en Afrique. De façon très symbolique mais éclairante, leur marketing caritatif intègre ces réalités nouvelles dans leur politique de collecte de fonds, qui associe désormais des visages de femmes et d'enfants africains aux messages de soutien aux personnes en situation de vulnérabilité. Ces nouvelles représentations participent à l'élargissement des aires d'intervention des Turcs pour embrasser une plus grande solidarité islamique. Le changement est suffisamment important pour surprendre l'observateur traditionnel de la Turquie. En effet, ces projections turques à l'étranger comportent des paradoxes qu'il faut expliquer.

Entre paradoxe et ambiguïté, quelle place de l'islam dans la politique extérieure turque ?

Les paradoxes et les contradictions qui traversent la politique et l'identité turques peuvent rendre difficile leur compréhension. L'un de ces paradoxes, qui constitue dans une certaine mesure la problématique de notre étude, est la place occupée par l'islam dans sa politique étrangère. En effet, ce pays séculier, fondé par Mustafa Kemal Atatürk sur les principes du sécularisme occidental qui, en principe, laisse peu de place au religieux dans la vie politique intérieure et *a fortiori* extérieure, est en réalité un Etat qui se nourrit du fait religieux. L'islam et la solidarité islamique sont ainsi devenus un moteur quasi-central de l'activisme politique turc sur la scène internationale. Jusqu'à une période récente, nombre d'analystes voyaient encore la Turquie comme un pays séculier, susceptible de servir de modèle pour la modernisation du monde musulman. Deux exemples permettent d'illustrer ce rôle de modèle ou d'inspiratrice que la Turquie a incarné durant les trois dernières décennies.

A la fin de l'Union soviétique, qui a donné naissance à plusieurs Etats musulmans souverains sur la scène internationale, dans le Caucase et en Asie centrale, des analystes turcs et occidentaux

¹¹ Tufan Aktaş, « Turquie-Afrique : le volume des échanges commerciaux a été multiplié par 8 en 20 ans », *Anadolu Ajansı*, 20 septembre 2023, <https://www.aa.com.tr/fr/%C3%A9conomie/turkiye-afrique-le-volume-des-%C3%A9changes-commerciaux-a-%C3%A9t%C3%A9-multipli%C3%A9-par-8-en-20-ans/2996443>

¹² Ophélie Ada Zoa, « Transport aérien : Turkish Airlines s'impose en Afrique de l'Ouest », *Africa First Club*, 2023, <https://www.africafirstclub.com/read/transport-aerien-turkish-airlines-s-impose-en-afrique-de-l-ouest>

ont développé l'idée que la Turquie pouvait servir de modèle de développement. En effet, par crainte que ces pays ne deviennent des sphères d'influence pour l'Iran des mollahs ou pour la théocratie d'Arabie saoudite, les Occidentaux ont soutenu l'idée d'un « modèle turc », c'est-à-dire une expérience politique qui concilie islam, sécularisme et démocratie. En réalité, pour être efficace, la politique turque dans ces Etats a dû adopter une approche en partie islamique, sans laquelle son influence dans l'espace postsoviétique n'aurait jamais été si importante. En définitive, la Turquie y a davantage contribué au renouveau de l'islam qu'au renforcement d'un modèle séculier qui avait déjà des bases solides en Asie centrale, grâce à une expérience soviétique caractérisée par un sécularisme encore plus radical que son pendant kémaliste.

Le deuxième exemple remonte aux printemps arabes. En effet, considérant que la chute des dictatures dans plusieurs pays, notamment en Tunisie, en Libye, en Egypte et en Syrie, entraînerait des changements de régime, le modèle turc a de nouveau été mis en avant. Une fois encore, c'est davantage la Turquie islamiste que séculière qui a servi de modèle à ces pays. En effet, sous Rached Ghannouchi en Tunisie, Mohammed Morsi en Egypte, et même en Libye, voire en Syrie à l'heure actuelle, c'est plus l'islam turc que le laïcisme qui a été véhiculé par Ankara.

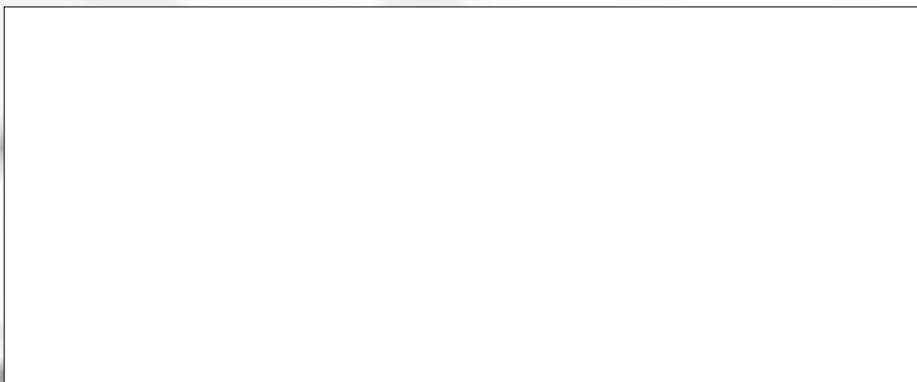
Ainsi, que ce soit en Asie centrale ou plus récemment dans le monde arabe, on constate le caractère central qu'occupent l'islam et la coopération religieuse dans la politique étrangère turque. Dans un cas comme dans l'autre, le facteur religieux se révèle tout aussi précieux et valorisé que la proximité géostratégique ou l'appartenance à un destin historique croisé. Le fait religieux et les moyens de coopération religieuse mise en œuvre sont donc bien des instruments de *soft power* pour nombre de pays, dont la Turquie. Les travaux de Peter Mandaville montrent ainsi que dans maints Etats, même ceux que l'on croit les plus hostiles à la religion, elle est utilisée afin de renforcer pouvoir et influence. La France, berceau et foyer de la laïcité militante, fervente combattante de la prégnance du catholicisme sur son territoire, n'a pas hésité à soutenir les ordres religieux au Moyen-Orient et en Afrique avec l'ambition d'élargir sa sphère d'influence. La Russie de Vladimir Poutine s'appuie sur l'Eglise orthodoxe dans sa politique étrangère. Et la Chine elle-même s'appuie parfois sur le bouddhisme pour étendre son ascendant. Les instituts Confucius sur les campus, en Afrique ou ailleurs, restent à cet égard des outils précieux de cette influence en construction. Avant de détailler la place de l'islam dans la politique turque en Afrique, examinons brièvement les autres aspects de l'engagement turc sur le continent africain.

La politique turque en Afrique, une approche multisectorielle

Comme nous l'avons souligné en introduction, d'autres pays, comme la Russie, mais aussi la Chine, l'Inde, le Brésil ou encore la Corée du Sud et Israël, investissent désormais sur le continent africain¹³. Ces investissements y sont bienvenus car ils répondent à des besoins tant économiques que politiques, et bénéficient d'un agrément de plus en plus manifeste des opinions publiques comme des élites politiques, soucieuses de s'émanciper réellement des anciennes

¹³ Niagalé Bagayoko, « Présence et influence des puissances moyen-orientales en Afrique sub-saharienne », *FMES*, 31 janvier 2024, <https://fmes-france.org/presence-et-influence-des-puissances-moyen-orientales-en-afrique-sub-saharienne/>

LES ÉTUDES DU CERI



n° 39-40, <http://journals.openedition.org/leportique/3069>

¹⁵ Bertrand Slaski, « La politique africaine de la Turquie », *Telos*, 31 octobre 2023, <https://www.telos-eu.com/fr/politique-francaise-et-internationale/la-politique-africaine-de-la-turquie.html>

équatoriale, avec l'ambition de développer de nouveaux partenariats. Placé sous le thème « Un nouveau modèle de partenariat pour le renforcement du développement durable et de l'intégration de l'Afrique », ce sommet a abouti à l'adoption d'un plan de mise en œuvre du partenariat Afrique-Turquie pour la période 2015-2018¹⁶. Quant au troisième sommet, il a eu lieu en décembre 2021 à Istanbul sur le thème « Partenariat renforcé pour un développement et une prospérité mutuels »¹⁷.

Même si tous les objectifs fixés lors de ces sommets ne sont pas toujours atteints, il n'en demeure pas moins que l'intérêt turc pour leur continent se manifeste de manière significative et entretient la sympathie des dirigeants africains. Cette démarche leur permet aussi d'envoyer un message fort aux autres puissances, celui de leur capacité à diversifier leurs partenariats.

Parallèlement à ces efforts politiques et diplomatiques, l'approche turque s'ancre dans une dimension économique bien réelle et essentielle. Si Erdoğan a réussi à se maintenir aussi longtemps au pouvoir, c'est aussi, initialement, grâce aux bonnes performances de l'économie turque. Comme souvent, prospérité et légitimité politiques sont étroitement imbriquées. Depuis les années Özal, l'économie turque s'est résolument tournée vers l'exportation des produits turcs qui irriguent le Moyen-Orient, l'ex-URSS et, de plus en plus aussi, l'Afrique. Trouver de nouveaux débouchés pour les produits turcs sert ainsi de fil conducteur à la politique africaine d'Erdoğan, qui, lors de chaque visite officielle, est accompagné par une importante délégation d'hommes d'affaires, issus notamment de la Müsiad, qui est l'organisation patronale conservatrice du pays, rivale de la Tüsiad, laquelle est plus proche des cercles kémalistes et séculiers. Du point de vue africain, tous ces acteurs bénéficient d'un accueil favorable, ce qui ne manque pas d'ajouter au prestige de la Turquie en Afrique.

La dimension éducative est l'autre pilier de la politique turque vis-à-vis de l'Afrique. A ce niveau, on constate que l'expérience acquise en Eurasie a largement aidé à concevoir une politique de coopération éducative pour l'Afrique. En effet, après avoir mis en place une politique d'accueil d'étudiants pour les pays de sa zone traditionnelle d'influence, notamment les Balkans, l'Asie centrale et le Caucase, l'Etat turc a jugé opportun d'inclure les étudiants africains dans cette politique de *soft power* par l'éducation. Ainsi, c'est à la fois l'Etat, des fondations caritatives privées ou les parents africains eux-mêmes qui apportent leur soutien à des milliers d'étudiants d'Afrique qui viennent étudier dans les universités turques¹⁸. En 2025, sur un nombre total de 300 000 étudiants étrangers présents en Turquie, 61 000 étaient originaires du continent africain¹⁹.

¹⁶ Kardiadou Traoré, « Sommet Turquie-Afrique : développer un nouveau modèle de partenariat », *Afrik.com*, 19 novembre 2014, <https://www.afrik.com/sommet-turquie-afrique-developper-un-nouveau-modele-de-partenariat>

¹⁷ Selcan Karabektaş, « Les enjeux du troisième sommet Turquie-Afrique d'Istanbul (17-18 décembre 2021) », Sciences Po Grenoble, 3 janvier 2022, <https://blog.sciencespo-grenoble.fr/index.php/2022/01/03/les-enjeux-du-troisieme-sommet-turquie-afrique-distanbul-17-18-decembre-2021/?lang=en>

¹⁸ Issouf Binaté, « Les étudiants ouest-africains en Turquie », *Diasporas*, n° 37, 2021, pp. 103-120 ; Farkhad Alimukhamedov, « Les migrations d'étudiants en Turquie dans le cadre d'une politique d'internationalisation de l'enseignement supérieur : le cas des étudiant.es d'Afrique subsaharienne à Ankara », *Afrika Focus*, Vol. 34, n° 2, 2021, pp. 283-307.

¹⁹ Yves Plumey Bobo, « "Si tu me laisses ici, je vais mourir" : la Turquie, l'enfer caché des étudiants africains », *Jeune Afrique*, 16 juin 2023, <https://www.jeuneafrique.com/1454142/politique/si-tu-me-laisses-ici-je-vaiss-mourir-la-turquie-lenfer-cache-des-etudiants-africains/>

Cependant, cette politique de formation des nouvelles élites ne va pas sans difficulté. La progression générale masque des réalités plurielles. En effet, l'accueil en Turquie peut être décevant. Depuis quelques années, la crise économique exacerbe le sentiment de préférence nationale et le rejet des étrangers. Dans des petites villes où le nombre d'étudiants africains croît, la présence de personnes à la peau noire suscite parfois des réactions hostiles au sein de la population. C'est notamment le cas à Karabük, où des étudiants africains éprouvent de plus en plus de difficultés à s'intégrer, ainsi qu'à Esenyurt, dans la périphérie d'Istanbul, où nombreux sont ceux qui ont le plus grand mal à accéder à des logements à cause du racisme de certains propriétaires turcs.

Enfin, la coopération militaire complète la stratégie globale turque. La militarisation de sa politique étrangère ces dernières années constitue pour Ankara un outil d'influence en Afrique. Le développement d'une véritable industrie de défense, pour laquelle la Turquie a investi bien avant l'arrivée au pouvoir de l'AKP, lui a permis de devenir un partenaire important en matière de défense et d'armement²⁰. Mais surtout, un fait militaire a considérablement favorisé une plus grande visibilité de son savoir-faire en matière d'industrie de défense : l'usage des drones (Bayraktar TB2) dans plusieurs conflits récents. En Ukraine, dans le Haut-Karabakh, en Libye et en Syrie, l'utilisation efficace et déterminante des drones turcs a largement assuré leur publicité et leur succès commercial. Le Niger, le Mali, le Burkina Faso (depuis 2020) et le Nigeria en ont doté leurs armées. Parallèlement à cela, séduits par l'exemple de la coopération militaire turque développée en Somalie, dont l'armée nationale est formée grâce à l'aide d'Ankara²¹, d'autres pays s'intéressent aux programmes de formation militaire qu'offre la Turquie, sur place ou à l'extérieur²², à travers sa société Sadat International Defense Consultancy. Certes, la Turquie n'est pas un acteur militaire majeur comme la Russie et elle ne remplace pas la France là où celle-ci s'éclipse, mais force est de reconnaître qu'y compris en matière sécuritaire et militaire, la Turquie est en train de s'imposer comme un acteur majeur.

Islam et politique étrangère turque

C'est donc dans ce contexte, où la présence turque s'étend à tous les domaines de la vie locale, que s'ancre la coopération religieuse. Si des Etats comme l'Arabie saoudite ou l'Iran se munissent d'un véritable ministère de diffusion de « leur » islam dans le monde, d'autres pays dits séculiers ont aussi recours à la religion pour accroître leur *soft power*. Pour ce qui est de la Turquie, l'islamisation graduelle de la politique étrangère, souvent

²⁰ Nebahat Tanriverdi Yaşar, « Unpacking Turkey's security footprint in Africa. Trends and implications for the EU », *SWP*, 30 juin 2022, <https://www.swp-berlin.org/10.18449/2022C42/>

²¹ Abdirahman Hussein et Orhan Coskun, « Turkey opens military base in Mogadishu to train Somali soldiers », Reuters, 1^{er} octobre 2017, <https://www.reuters.com/article/world/turkey-opens-military-base-in-mogadishu-to-train-somali-soldiers-idUSKCN1C50J9/>

²² Jordanna Yochai, « The Sahel is pivoting toward Turkey. Here's what that means for Washington », Atlantic Council, 23 juillet 2025, <https://www.atlanticcouncil.org/blogs/africasource/the-sahel-is-pivoting-toward-turkey-heres-what-that-means-for-washington/>

attribuée à Recep Tayyip Erdoğan, est un processus qui a en réalité débuté bien avant lui. Déjà durant les années 1970 et 1980, quand le parti de Necmettin Erbakan faisait partie des gouvernements de coalition à coloration islamiste, une très claire volonté d'islamiser la politique étrangère turque s'était exprimée. Cette trajectoire s'est confirmée en 1997, lors de la création, à l'instigation du même Necmettin Erbakan, d'une communauté économique de pays musulmans fondée sur le lien religieux pour peser sur la scène internationale, et dont les membres étaient l'Azerbaïdjan, le Bangladesh, l'Égypte, l'Indonésie, l'Iran, la Malaisie, le Nigeria, le Pakistan et la Turquie²³. Certes, cette tentative de mettre la solidarité islamique au centre de la diplomatie turque n'a pas connu le succès escompté, et l'humiliation d'Erbakan par le colonel Kadhafi a rapidement entériné son échec, lors de sa visite officielle en Libye²⁴. Alors qu'Erbakan était venu évoquer la solidarité islamique entre la Turquie et le reste du monde musulman, le leader libyen critiqua ouvertement devant d'autres chefs d'États présents la politique répressive de la Turquie vis-à-vis des Kurdes, pourtant musulmans²⁵.

Il n'en reste pas moins qu'il s'agissait de la première expérience de cette volonté politique affichée au niveau international. Et si Erbakan a été destitué par un coup d'État militaire dit *soft* en février 1997, ses idées ont patiemment germé dans la conscience politique collective. Recep Tayyip Erdoğan, élu maire d'Istanbul dès 1994, l'a faite sienne lorsqu'il a été élevé au rang d'homme politique de premier plan. Patiemment, ce disciple d'Erbakan a su asseoir son autorité et affirmer sa différence pour conquérir le pouvoir central. Mais en matière d'instrumentalisation du facteur religieux pour servir les intérêts de la Turquie à l'extérieur, il s'est inscrit dans une forme de continuité de ce qu'avait initié Erbakan. Progressivement, il a fait de la solidarité envers tous les musulmans un atout majeur de la politique étrangère de la Turquie. Il n'en paraissait rien au début, tant l'AKP souhaitait rassurer la communauté internationale et notamment l'Europe, de laquelle les gouvernements turcs précédents avaient souhaité se rapprocher. Or avant même que la candidature à l'Union européenne de la Turquie ne soit clairement bloquée par Bruxelles, deux processus concomitants étaient déjà à l'œuvre.

D'une part, l'AKP intègre dans sa politique étrangère le principe de solidarité et de secours aux musulmans opprimés dans le monde. Ainsi, des organisations non gouvernementales, mais qui sont souvent des soutiens du gouvernement comme İnsani Yardım Vakfı ou IHH (encore appelée Humanitarian Relief Foundation), s'activent pour aider les minorités musulmanes persécutées, comme les Rohingyas, les Palestiniens ou les Ouïgours. Cette aide directe est soutenue par Recep Tayyip Erdoğan lui-même dans ses discours à l'occasion des forums internationaux, comme l'Organisation de la Conférence Islamique.

D'autre part, la Turquie de l'AKP cherche à consolider ses liens avec les pays dont elle partage la vision de l'islam, comme le Pakistan ou des pays arabes ayant fait l'expérience de l'islam politique, tels que l'Égypte, le Soudan ou la Tunisie. Enfin, et surtout, la « Diyanet İşleri

²³ « Brief history of D-8 », <https://developing8.org/about-d-8/brief-history-of-d-8/>

²⁴ Stephen Kinzer, « Tirade by Qaddafi stuns Turkey's Premier », *The New York Times*, 9 octobre 1996, <https://www.nytimes.com/1996/10/09/world/tirade-by-qaddafi-stuns-turkey-s-premier.html>

²⁵ « La visite du turc Erbakan en Libye. Le colonel Kadhafi souffle le chaud et le froid », *Le Soir*, 7 octobre 1996, https://www.lesoir.be/art/%252Fla-visite-du-turc-erbakan-en-libye-le-colonel-kadhafi-s_t-19961007-Z0CPY0.html

Document 2

Une affiche publicitaire de marketing caritatif de IHH à la station de bus à Cevizlibağ en août 2019



Başkanlığı » (Direction des affaires religieuses), l'organisme officiel chargé de l'organisation et du financement de l'islam dans le pays, est devenue un bras puissant de la politique de diffusion de l'influence turque, partout où il s'avère possible de la déployer²⁶. Il s'agit là d'un renforcement de ses attributions, puisque le processus d'instrumentalisation de la Diyanet avait déjà été mis en œuvre avant l'arrivée de l'AKP au pouvoir. Elle avait en effet été déployée dans les années 1970 en Europe occidentale pour assurer des services religieux aux migrants turcs, nombreux dans les cités industrielles allemandes, françaises, belges et d'autres villes européennes. Dès les années 1990, elle s'était ouverte aux pays nouvellement indépendants, dans les Balkans, le Caucase et en Asie centrale, pour accompagner l'essor de nouvelles relations diplomatiques, politiques, sociales. Forte de cette expérience réussie, la Diyanet s'est donc imposée au cours de cette décennie comme l'instrument dont disposait Ankara pour mettre en œuvre une politique religieuse forte en Afrique. Aux côtés de cette imposante institution publique, figurent de non moins importants acteurs privés, au premier rang desquels les « hussards de l'islam turc », à savoir la mouvance de Fethullah Gülen, à l'avant-garde de la présence turque en Afrique.

²⁶ Ahmet Erdi Öztürk, « Turkey's Diyanet under AKP rule : From protector to imposer of state ideology ? », *Southeast European and Black Sea Studies*, Vol. 16, n° 4, 2016, pp. 619-635.

Les réseaux de Fethullah Gülen, hussards de la politique turque en Afrique

Comme nous l'avons déjà signalé, c'est à partir du début de la décennie 2000, avec l'arrivée au pouvoir de l'AKP, que la présence turque se renforce partout sur le continent africain. Or à cette époque, le pouvoir exercé par Erdoğan repose en réalité sur une coalition tacite, associant l'AKP à la mouvance religieuse de Fethullah Gülen.

Malgré l'abondante littérature qui lui a été consacrée, cette organisation religieuse nébuleuse conserve une part de mystère quant à sa structuration interne, alors qu'elle a multiplié les entités opérationnelles et bien visibles dans l'espace public²⁷. Il s'agit d'une organisation islamiste fondée par Fethullah Gülen. Simple imam dans la Turquie des années 1960 et 1970, animé d'une forte ambition, il a créé de toutes pièces une association religieuse issue de l'islam sunnite, teintée de confrérisme et de nationalisme turc, et active dans plusieurs secteurs économiques, culturels et sociaux. Dans les années 1970 mais surtout 1980, la mouvance de Gülen a profité de l'ouverture du pays à la libéralisation économique et à la mondialisation. Elle s'est alors singularisée en investissant massivement dans la sphère éducative, puis dans le domaine des médias, pour ensuite essayer d'étendre son influence à d'autres secteurs économiques. Soupçonnée de longue date d'entrisme et d'infiltration au sein de l'appareil de l'Etat, et notamment dans la police, la procureure, l'armée et les services de renseignements²⁸, elle n'a été « démasquée » qu'au moment où elle est entrée en conflit ouvert avec Erdoğan.

Entre 2002 et 2013, la relation entre Erdoğan et Gülen a reposé sur une dynamique de protection réciproque. Dans le système des institutions politiques turques, la formule était aussi inédite qu'informelle tout en étant connue de tous, tant la renommée de la mouvance était large. Bien qu'elle se soit longtemps revendiquée apolitique, de fait, pour mieux défendre les intérêts de ses nombreuses entreprises en Turquie comme à l'étranger, elle s'est assuré le soutien de l'AKP autant qu'elle a soutenu son accession au pouvoir. Tous les médias, nombreux et influents, qui lui étaient liés ont ainsi fait régulièrement l'apologie du gouvernement aussi bien en Turquie qu'à l'international. A travers ses activités à l'étranger, la mouvance a souvent été le fer de lance de la politique étrangère turque. Par exemple, dans tout l'espace postsoviétique, dans les Balkans, le Caucase et en Asie centrale, elle continue de gérer des centaines d'écoles privées, d'universités et d'entreprises, et des dizaines d'organes de presse qui ont longtemps servi de relais et de facilitation pour la diplomatie d'influence de l'AKP.

Mais après la rupture entre Gülen et Erdogan, aussi bien dans le pays que partout dans le monde, cette coopération a pris fin. Devenu un ennemi public aux yeux de l'Etat turc, le mouvement de Gülen a été banni en Turquie et à l'étranger et une des priorités de la diplomatie turque est devenue la lutte contre les réseaux gülenistes.

²⁷ Parmi l'abondante littérature sur le mouvement de Fethullah Gülen, on peut se reporter aux travaux de Yavuz M. Hakan, *Toward an Islamic Enlightenment : The Gülen Movement*, Oxford, Oxford University Press, 2013, et de Joshua Hendrick, *Gülen : The Ambiguous Politics of Market Islam in Turkey and the World*, New York, NYU Press, 2013.

²⁸ Bayram Balci, « Islam et politique en Turquie : alliance et rupture entre le mouvement de Fethullah Gülen et le Parti de la Justice et du Développement de Recep Tayyip Erdoğan », *Revue internationale de politique comparée*, Vol. 28, n° 1-2, 2021, pp. 135-156.

De fait, pendant plus d'une décennie, Gülen et Erdoğan ont profité l'un et l'autre de cette alliance tacite, fondée sur une origine similaire ancrée dans une Anatolie conservatrice, attachée aux principes de turcité et d'islam. Cette alliance contrait un même adversaire, l'armée, la haute bureaucratie, l'*establishment* kémaliste, à qui le pouvoir échappait vraiment pour la première fois depuis 1923 au profit de ces deux figures « ennemies des principes fondamentaux de la République et d'Atatürk ».

En dehors des frontières nationales, les premières entreprises gülenistes avaient déjà bénéficié du soutien de Turgut Özal, notamment au nom de l'intérêt national du pays. Avec Erdoğan, la collaboration entre les ambassades turques et les réseaux de Gülen s'est intensifiée. En Afrique, la mouvance de Gülen, déjà bien implantée, a ouvert la voie aux nouvelles ambassades d'Ankara. Les travaux de Gabrielle Angey à ce sujet sont particulièrement éclairants²⁹. Elle a documenté et analysé judicieusement les deux âges du mouvement de Gülen sur le continent : celui de l'entente cordiale, auquel a succédé celui de la guerre fratricide³⁰.

Au plus fort de cette entente cordiale et de la puissance de Gülen, l'organisation a disposé de nombreux outils d'influence. En premier lieu, comme elle l'avait fait en Turquie et à l'instar de ce qu'elle a bâti en Asie centrale³¹, elle a fondé des dizaines de structures éducatives qui ont créé à leur tour des centaines d'écoles privées dans la quasi-totalité des pays africains³². Ces écoles d'élites, payantes (parfois avec un volet social fait d'exemptions de frais de scolarité accordées aux élèves de familles démunies) et fortement liées à la Turquie, ont formé des milliers de jeunes Africains, souvent issus des classes privilégiées, voire des élites dirigeantes. Ces écoles fonctionnaient en réseau avec des entreprises financières et commerciales turques, qui les soutenaient. Aussi, la présence des gülenistes s'étendait-elle dans d'autres sphères intellectuelles, comme les médias, mais aussi dans les cercles politiques et militaires grâce à leurs anciens étudiants diplômés.

Cependant, le rapport entre cette organisation et l'influence turque sur l'islam en Afrique n'est pas flagrant. En effet, la mouvance de Gülen a la particularité d'estomper, voire de masquer son identité islamique lorsque cela lui profite. A l'instar de certaines organisations et ordres chrétiens dont elle s'est inspirée, elle ne se présente pas ouvertement en tant que mouvement religieux, œuvrant à façonner les esprits. Pour ne pas attirer l'attention de pouvoirs politiques attachés à la laïcité, mais aussi parce qu'elle considère que le prosélytisme des temps modernes n'est pas forcément la *da'wa* ou *tabligh* tels que pratiqué par d'autres organisations islamistes, elle privilégie un prosélytisme discret dans sa diffusion de l'islam, fondé sur le principe du *temsil*, c'est-à-dire de l'exemplarité. En d'autres termes, Gülen exigeait de ses disciples et agents

²⁹ Gabrielle Angey, « Le mouvement musulman turc de Fethullah Gülen en Afrique subsaharienne : faire l'école au transnational », *Politique africaine*, n° 139, 2015, pp. 23-42.

³⁰ Gabrielle Angey, « Les reconfigurations de la politique turque en Afrique subsaharienne dans le cadre de la lutte du gouvernement AKP contre le mouvement Gülen : le cas sénégalais », *Confluences Méditerranée*, n° 107, 2018, pp. 83-95. Voir également Gabrielle Angey, « The Gülen movement and the transfer of a political conflict from Turkey to Senegal », *Politics, Religion and Ideology*, Vol. 19, n° 1, 2018, pp. 53-68.

³¹ Bayram Balci, *Missionnaires de l'islam en Asie centrale. Les écoles turques de Fethullah Gülen*, Paris, Maisonneuve et Larose/Institut français d'études anatoliennes, 2003.

³² Shinn D. Hamilton, *Hizmet in Africa : The Activities and Significance of The Gülen Movement*, Los Angeles, Tsehai, 2015.

qu'ils se comportent en hommes pieux, intègres, travailleurs et exemplaires afin de convaincre et de convertir à leurs idées sans avoir besoin de recourir à toute forme de « propagande ». Là où les élites et le pouvoir étaient attachés à une laïcité stricte, les écoles de Gülen faisaient la promotion d'un enseignement séculier et moderne, qualitatif et compétitif, rassurant, par le biais d'un encadrement missionnaire incarné et pétri des valeurs islamiques turques. Leurs actions au quotidien, dans l'instruction sur le temps long et la formation des jeunes esprits, ont profondément influencé toute une génération et grandement profité à l'influence de la Turquie en Afrique. Dans bien des pays, les écoles de Gülen étaient qualifiées et connues sous le nom « d'écoles turques » et, de fait, elles ont œuvré les premières à asseoir cette influence.

Aujourd'hui encore, malgré l'élimination du mouvement güleniste, vaincu par la politique d'Erdoğan, l'Etat turc peine encore à éradiquer cette étiquette « d'écoles turques », qu'il renie, de façon un peu irrationnelle, rejetant toute forme de souvenir de cette alliance. La rupture entre Gülen et Erdoğan, à partir de 2013, a sonné le glas de ces nombreuses écoles disséminées sur le continent africain et le désir de revanche d'Erdoğan a atteint un tel niveau qu'il est prêt à sacrifier tout ce pan important de l'influence turque pour effacer Gülen³³. Comment s'est traduite cette rupture personnelle et historique ? En Turquie, elle a pris la forme d'une sévère répression contre toute forme de gülenisme après la tentative du coup d'Etat de juillet 2016. Les biens et les avoirs des fondations de Gülen ont été confisqués, leurs propriétaires licenciés, emprisonnés ou contraints de prendre le chemin de l'exil. Leurs universités ont été fermées et les étudiants arrêtés, puis expulsés de Turquie³⁴.

A l'étranger, partout où la diplomatie turque au service de la politique d'Erdoğan le pouvait, elle a exercé des pressions et des intimidations, voire du chantage, pour obtenir la fermeture des écoles de Gülen. En Afrique, même si, dans la plupart des Etats, les pressions politiques et les ambitions de continuité de la coopération économique d'Erdoğan ont facilité la fermeture des écoles de Gülen, leur trace est encore visible. Dans les pays où nous avons mené nos enquêtes de terrain, notamment au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, au Sénégal, au Mali et au Niger, toutes les écoles anciennement gülenistes ont été fermées et/ou cédées à la fondation Maarif, spécialement créée par Ankara pour remplacer le mouvement. Malgré cela, l'influence de Fethullah Gülen se fait toujours ressentir, puisque des générations entières d'élites locales ont été formées par ses hussards. Son autorité religieuse a imprégné les milieux religieux locaux. Au Nigeria, où les autorités n'ont pas cédé aux pressions de la Turquie (par principe de souveraineté et parce que certaines élites y scolarisaient encore leurs enfants), les écoles de Gülen continuent de fonctionner. Paradoxalement, quand bien même cette présence perdure contre le gré de la Turquie qui ne parvient pas à obtenir leur fermeture, les activités de ces établissements profitent tout de même à la Turquie. Certes, les liens sont distendus, mais les établissements de Gülen continuent d'importer des produits de Turquie, et leur action en Afrique contribue à la diffusion d'un certain *soft power* turc. En Côte d'Ivoire, où

³³ Bayram Balci, « Les écoles de la mouvance Gülen en Afrique : quel avenir après le coup d'Etat avorté en Turquie ? », *Bulletin de l'Observatoire international du religieux*, n° 1, octobre 2016, <https://obsreligion.cnrs.fr/bulletin/les-ecoles-de-la-mouvance-gulen-en-afrique-quel-avenir-apres-le-coup-detat-avorte-en-turquie/>

³⁴ Bayram Balci, « Grandeur et déclin d'un mouvement pas comme les autres, la nébuleuse de Fethullah Gülen », *Focus de l'Observatoire international du religieux*, décembre 2024, <https://obsreligion.cnrs.fr/focus/grandeur-et-declin-dun-mouvement-pas-comme-les-autres-la-nebuleuse-de-fethullah-gulen/>

Document 3
Ecoles du groupe Maarif, Niamey



les expatriés turcs formaient une communauté estimée à deux cents personnes en 2015, l'Etat a mis du temps à donner une suite à l'injonction de fermer l'école güleniste (Groupe scolaire international Şafak). Depuis, la fondation Maarif a repris la direction de l'école, maintenu le contrat de travail du personnel enseignant local, et licencié le personnel encadrant turc, dont une partie a été affectée à d'autres entreprises de Gülen hors de Côte d'Ivoire. Dans les faits, le mouvement est devenu une structure diasporique, d'origine turque, dirigée en partie par des Turcs déchus de leur citoyenneté, désormais apatrides ou citoyens de leur pays d'accueil. Toujours présente mais marginalisée, l'action des gülenistes en Afrique est ainsi affaiblie et de plus en plus concurrencée et remplacée par d'autres structures turques, tant étatiques que non gouvernementales. L'islam turc véhiculé autrefois par les gülenistes a trouvé d'autres relais, à commencer par l'action personnelle de Recep Tayyip Erdoğan.

L'image d'Erdoğan comme serviteur de l'islam dans le monde

Si Fethullah Gülen et ses fondations sont connus pour avoir impulsé et diffusé l'influence islamique turque en Afrique, Erdoğan s'est depuis imposé dans les esprits comme le champion de la turcité et de l'islam. En effet, et cela peut paraître anecdotique, l'image qu'Erdoğan projette de la Turquie dans l'imaginaire africain tient une place non négligeable dans la politique globale d'influence d'Ankara. Nos enquêtes de terrain dans les cafés, les taxis, mais aussi sur les campus

témoignent de cette image positive véhiculée en Afrique. Dans tous les pays où nos enquêtes nous ont menés, au sein des populations musulmanes, nous avons constaté que lorsque nous évoquions la Turquie, nos interlocuteurs associaient immédiatement et invariablement Erdoğan à l'islam. En effet, pour bon nombre d'entre eux, le président turc apparaît comme le premier défenseur de l'islam et des musulmans ; il est apprécié, voire admiré, pour sa forte personnalité, son sens de l'autorité et ses prises de position tranchées en faveur de l'islam en Turquie et dans le monde³⁵, attitude inédite d'un chef d'Etat dans l'histoire de la République laïque. Il n'est pas anodin qu'il proclame certaines de ses déclarations, voire qu'il fasse part de décisions attendues après la prière du vendredi, à la sortie de la mosquée où il donne des conférences de presse.

Afin de cultiver son image de bon musulman agissant pour le bien-être de tous les autres, l'équipe de communication d'Erdoğan n'hésite pas à diffuser force photos le montrant dans des attitudes exemplaires, par exemple en train de lire le Coran à haute voix, selon les règles du *tajwid*, soit avec une vocalisation harmonieuse inscrite dans la tradition du prophète. Son épouse participe de cette communication puisqu'elle est devenue, au fil des voyages où elle l'accompagne, une sorte d'égérie de la mode vestimentaire des femmes voilées. Autre exemple de cette mise en scène médiatique, son déplacement de 2011 en Somalie, pays délaissé par la communauté internationale et plongé dans la guerre et l'insécurité, lui a permis de s'exhiber, toujours avec son épouse, apportant une aide humanitaire à des frères de religion en détresse. De nombreuses vidéos sur ses relations avec sa mère (décédée en 2011) sont devenues virales et témoignent de l'impact social positif de tous ses gestes pour forger une image de dirigeant musulman pieux. Erdoğan n'hésite donc pas à endosser le costume du bon chef d'Etat qui agit par et pour l'islam. Mais il ne se contente pas d'endosser cette posture : il mobilise de nombreux autres moyens afin de concrétiser cette politique religieuse, à commencer par l'action de la Diyanet.

La Diyanet, outil d'accompagnement de l'islam turc dans le monde et en Afrique

Du fait de son originalité, de l'ambiguïté de sa mission et de sa raison d'être, mais aussi des ressources et des atouts qu'elle procure à tous les gouvernements en place, la Diyanet fait l'objet d'une abondante littérature scientifique en plusieurs langues³⁶. Cet organisme a été fondé à l'époque de Mustafa Kemal Atatürk pour accompagner la politique séculière du pays. Ne pouvant raisonnablement ni complètement supprimer l'islam, le régime kémaliste avait créé cet instrument pour administrer *a minima* les questions religieuses. Au cours du xx^e siècle, tous les gouvernements successifs ont cherché à influencer cet outil afin de mieux contrôler les liens entre l'Etat, la religion et la société. Lors de l'accession de l'AKP au pouvoir, l'institution est devenue graduellement, plus que jamais auparavant, un instrument d'influence, voire

³⁵ Steven A. Cook et Sinan Ciddi, « Erdogan gets his "leader of the muslim world" moment », *Foreign Policy*, 9 décembre 2024, <https://foreignpolicy.com/2024/12/09/erdogan-turkey-syria-assad-muslim-world/>

³⁶ Voir les travaux de Istar Gözaydin, « Diyanet and politics », *Muslim World*, Vol. 98, n° 2-3, 2008, pp. 216-227 et de Ahmet Erdi Öztürk, Semiha Sözeri, « Diyanet as a Turkish foreign policy tool : Evidence from the Netherlands and Bulgaria », *Politics and Religion*, Vol. 11, n° 3, 2018, pp. 624-648.

l'outil officiel d'une certaine islamisation de la société et de la politique extérieure turques. De nouveaux moyens lui ont été attribués, et son influence a crû de telle sorte qu'en 2024, son budget dépassait celui de plusieurs ministères importants tels que ceux de l'Intérieur, des Affaires étrangères, ou encore de la Culture et du Tourisme³⁷. Administrant près de 90 000 mosquées et environ de 22 000 écoles coraniques, elle emploie aujourd'hui plus de 120 000 personnes³⁸. Ses compétences ont été élargies pour mener ce que ses détracteurs kémalistes déplorent n'être qu'une révolution islamiste silencieuse. Car alors que l'AKP entamait sa deuxième décennie au pouvoir, la Diyanet a été investie d'une mission résolument politique.

Ainsi, il est devenu fréquent que ses présidents s'expriment publiquement et tiennent des propos politiques lors des *hutbe*, les prêches du vendredi, pour justifier des actions du gouvernement. Toujours plus interventionniste, la Diyanet prend désormais publiquement position contre l'alcool, l'interruption volontaire de grossesse, les tenues « indécentes » des femmes et les communautés LGBTQIA+. Sa réaction au coup d'Etat manqué de juillet 2016 a clairement témoigné de son allégeance à l'AKP. Depuis les minarets de toutes les mosquées du pays, les « imams d'Erdoğan » ont appelé les fidèles à descendre dans les rues pour mettre le putsch qui le visait nommément en échec. Et dans la bataille qui a opposé Erdoğan à la mouvance güleniste, dont certains membres ont été accusés d'avoir pris part au coup de force, la Diyanet a clairement pris position en faveur du gouvernement, tandis que les gülenistes étaient visés par des *fatwa* les déclarant non musulmans et, à ce titre, les excluant des mosquées du pays.

En matière de politique étrangère – qui nous intéresse ici plus spécifiquement –, la Diyanet est devenue un vecteur de la diffusion de l'islam turc en dehors des frontières nationales. Si auparavant ses services à l'international se limitaient à l'organisation du culte pour la diaspora turque en Europe³⁹, sous l'influence de l'AKP, elle est devenue une organisation prosélyte active partout dans le monde. Ainsi, dans les Balkans, le Caucase, en Asie centrale et jusque dans la Fédération de Russie, la Diyanet envoie des imams, restaure des mosquées et accorde des bourses en Turquie à des étudiants en théologie. Dans le même esprit, en Afrique, la contribution de la Diyanet au développement d'une influence islamique turque prend plusieurs formes.

En premier lieu, s'inspirant de sa propre expérience de dialogue intrareligieux avec les Etats d'Eurasie avec lesquels elle organise des rencontres au sommet entre leaders islamiques de chaque pays (les *Avrasya İslam Şurası*, ou Conseil islamique eurasiatique), la Diyanet a organisé en Turquie, en trois occasions, les sommets des dirigeants islamiques des pays d'Afrique (*Afrika Ülkeleri Müslüman Dini Liderler Zirvesi*). Il s'agissait de rassembler en Turquie les principales autorités islamiques africaines afin de renforcer leurs liens avec la Turquie par le biais religieux. Le premier sommet a eu lieu en 2006, avec la participation des plus grandes autorités religieuses de dix-neuf pays d'Afrique. Le deuxième, organisé en 2011, a mobilisé des représentants de quarante-deux pays. Le troisième, avec des représentants venus de cinquante et un pays, s'est tenu en octobre 2019. A chaque rencontre, de nouveaux objectifs sont fixés, qui vont du

³⁷ Voir <https://www.paturkey.com/new>

³⁸ Voir <https://gazeteoksijen.com/turkiye/diyanet-isleri-baskanligi-butcesi-bakanliklari-geride-birakti-225787>

³⁹ Sinem Adar, « Diyanet in Europe », in Thomas Jäger, Ralph Thiele (dir.), *Handbook of Political Islam in Europe, Activities, Means, and Strategies from Salafists to the Muslim Brotherhood and Beyond*, Cham, Springer, 2024, pp. 191-204.

soutien à l'éducation islamique à la restauration des lieux saints, en passant par la lutte contre la pauvreté. Cependant, les objectifs politiques ne sont jamais absents. A la demande de la Turquie, les nouvelles formes de colonialisme (sous-entendu « des pays occidentaux ») sont dénoncées. De même, dans le contexte de lutte acharnée entre le pouvoir d'Erdoğan et la mouvance de Gülen, la Turquie met au centre de sa coopération islamique avec ses partenaires africains l'élimination de toutes les formes de présence de Gülen en Afrique. Cet objectif est d'autant plus difficile à atteindre que le conflit entre Erdoğan et Gülen n'est pas toujours compris en Afrique et que les écoles de Gülen restent assez prestigieuses sur le continent, là où elles n'ont pas été fermées. Enfin, un autre objectif de ces rencontres est de dénoncer et de mener des réflexions pour réduire l'influence des organisations dites islamiques de Boko Haram, des shebab et des mouvements subversifs associés.

En second lieu, chaque ambassade turque dans un pays à majorité musulmane dispose d'un attaché aux affaires religieuses affecté par la Diyanet. Il arrive même que certaines ambassades soient dotées d'un de ses représentants directs et se passe d'attaché de coopération culturelle ou éducative. Depuis son ambassade, l'attaché de la Diyanet coordonne la mission religieuse de la Turquie, à travers des actions qui peuvent dépasser le strict cadre religieux, en s'étendant aux domaines social, éducatif, voire économique. Son intervention a cependant en principe un caractère religieux ou caritatif. Tout d'abord, il supervise l'aide humanitaire que lui envoie sa direction depuis la Turquie. En effet, par le biais de son bras caritatif, la *Diyanet Vakfi*, l'organisme collecte des fonds toute l'année, qui sont envoyés en Afrique et distribués sous diverses formes. Le mois sacré du ramadan est un moment fort de cette politique humanitaire, qui s'exprime par l'envoi de colis alimentaires aux plus nécessiteux. Des activités permanentes d'aide au développement sont menées, comme la construction de forages pour l'accès à l'eau potable ou le financement de centres de santé pour l'accès aux premiers soins.

Sur ce terrain des actions caritatives, l'opération la plus significative reste indiscutablement la distribution de viande aux plus nécessiteux lors de la fête du Kurban, appelée Tabaski en Afrique de l'Ouest et centrale. Cette fête est connue dans la tradition musulmane sous l'appellation d'Aïd al-Adha ou Aïd el-Kébir, et commémore le sacrifice d'Ibrahim. La Diyanet, comme toutes les organisations humanitaires turques, accorde une place centrale à cette pratique pour diverses raisons. La première est que dans l'islam sunnite hanéfite, majoritaire en Turquie, le sacrifice relève d'une quasi-obligation religieuse, bien plus importante que dans les trois autres écoles sunnites (les courants chaféite, malikite ou hanbalite⁴⁰). Mais surtout, cette aide sur place est hautement appréciée des familles qui n'ont pas les moyens de s'offrir le mouton ou le bœuf. De fait, les fonds envoyés chaque année de Turquie par la Diyanet permettent ainsi d'acheter et de sacrifier des milliers de bêtes distribuées aux milieux défavorisés. Cette aide humanitaire, recouverte du voile de la solidarité religieuse, contribue à la popularité des Turcs engagés sur le terrain.

Dans les pays visités dans le cadre de notre étude, la Diyanet s'est également illustrée dans la restauration ou la construction de nouvelles mosquées. La plus emblématique est celle d'Accra

⁴⁰ Anne-Marie Brisebarre, « La Fête du sacrifice. Le rituel ibrahîmien dans l'islam contemporain », in Pierre Bonte, Anne-Marie Brisebarre, Altan Gökalp (dir.), *Sacrifices en Islam. Espaces et temps d'un rituel*, Paris, CNRS éditions, 1999, pp. 93-121.

Document 4
National Mosque à Accra inauguré en juillet 2021



au Ghana. Plus grande mosquée du pays, la National Mosque⁴¹ est construite à l'emplacement de l'ancienne mosquée principale, bâtie sur le modèle ottoman de Sinan, et a été inaugurée en juillet 2021. Il s'agit d'un complexe comportant un lieu de culte, une école, des salles de classe et de conférences. Dans les Balkans, en Asie centrale et dans le Caucase, la Turquie mène la même politique de construction, sans tenir compte des traditions architecturales locales. Pourtant, cela ne choque apparemment pas les acteurs religieux, et encore moins les autorités publiques qui semblent apprécier ce style venu de Turquie. Ainsi, le 15 mars 2022, pouvait-on lire sur la page Facebook de la mairie d'Abobo, une commune d'Abidjan en Côte d'Ivoire, un message de la ministre des Affaires étrangères, Kandia Camara, lors d'une conférence de presse conjointe avec son homologue turc Ali Erbas :

« Le ministre turc des Affaires religieuses a promis d'envoyer dans les semaines à venir une équipe à Abidjan pour réaliser des études techniques en vue de la construction d'une mosquée de type ottoman dans la commune d'Abobo. En plus de cela, il promet d'augmenter fortement le nombre de bourses pour les étudiants ivoiriens désireux d'étudier l'Islam en Turquie. »⁴²

Cet alignement sur les traditions turques, qui reste lié aux sensibilités et aux faits culturels à la mode, est observable dans les pratiques vestimentaires. En effet, grâce aux vols directs assurés par Turkish Airlines, les industries textiles turques alimentent désormais les marchés africains. On trouve parmi ces marchandises importées des meubles, des produits décoratifs et des objets de culte musulman, notamment des extraits de Coran, des tapis de prière, des

⁴¹ Jeffrey Haynes, « Religious and economic soft power in Ghana-Turkey relations », *Religions*, Vol. 13, n° 11, 2022, pp. 1-12, <https://doi.org/10.3390/rel13111030>

⁴² <https://www.facebook.com/MairieAboboOfficiel/posts/bient%C3%B4t-une-mosqu%C3%A9e-de-type-ottoman-sera-construite-%C3%A0-abobo-le-ministre-des-affai/1183753045702014/> (consulté le 18 mars 2022).

chapelets, des voiles et des tenues vestimentaires⁴³. Au Burkina Faso, délaissant *le faso dan fani*, le tissu emblématique, c'est vêtu des atours d'un religieux turc que l'imam Boubacar Yugo a présenté le nouveau bureau du présidium de la Fédération des Associations islamiques du Burkina (FAIB) au Président Ibrahim Traoré, le 29 août 2025⁴⁴.

Dans le domaine de l'éducation, ce type d'influence est également visible dans le port des uniformes des élèves et le mode d'organisation des cours coraniques avec des apprenants assis à même le sol, des tablettes posées devant eux. Là encore, la Diyanet est active, apportant son aide à des écoles coraniques, notamment celles qui forment des *hafiz*, c'est-à-dire des jeunes capables de mémoriser et de réciter par cœur le Coran dans son intégralité. Ces jeunes sont très appréciés dans les communautés musulmanes ouest-africaines, surtout pendant le ramadan où ils sont sollicités pour les prières nocturnes surrogatoires (les *tarawih*). Dans la tradition de certains peuples, notamment les Peul et les Maure, l'enseignement coranique accorde une place importante à la formation des *hafiz*. Dans le contexte ivoirien, c'est l'institut Dar al Coran d'Anyama qui a servi de foyer à ce type d'apprentissage⁴⁵ vulgarisé et désormais popularisé par des concours nationaux et internationaux de récitation du Coran. La vingt et unième édition de cette compétition s'est tenue en 2025 à Dar es Salam en Tanzanie, devenu l'épicentre de l'évènement sur le continent. L'intérêt de la Diyanet pour ce domaine en plein essor s'accompagne de l'envoi d'imams turcs, le plus souvent durant le mois de ramadan, pour des missions de courte durée dans certaines localités en dehors des capitales. Ces activités missionnaires sont ponctuées de prêches, de distribution d'exemplaires du Coran, et parfois d'autres livres produits en Turquie portant sur les fondements de l'islam.

Outre ces interventions sur le continent, la Diyanet s'intéresse à la mobilité étudiante à travers l'octroi de bourses d'études, en partenariat avec d'autres structures. Dans ce domaine, la politique turque se singularise par une pluralité d'offres. Il y a d'abord la *Türkiye burslari* (littéralement « bourse de Turquie »), accordée par un organisme spécifique, *Yurtdışı Türkler ve Akraba Topluluklar Başkanlığı* (la « Direction de la diaspora turque et des communautés affiliées », en abrégé YTB)⁴⁶. Créée en 2012, elle constitue un organisme d'aide destinée à la diaspora turque et aux étudiants étrangers. Avec la YTB, une candidature à la bourse se fait en ligne. La souplesse de cette procédure a largement contribué à augmenter les candidatures au rythme de la création des universités turques, dont le nombre est passé de 76 à 193 entre 2003 et 2015. En 2018, le nombre d'étudiants ouest-africains en Turquie était estimé à 3 854, faisant de ce pays la treizième destination des étudiants africains dans leur ensemble, selon Campus France. Dans les pays où la YTB n'a pas de représentant, notamment dans certains pays africains, c'est la Diyanet qui assure la publicisation de l'offre de bourses et constitue l'institution en charge

⁴³ Issouf Binaté, « Les échanges entre la Turquie et la Côte d'Ivoire à l'ère du numérique : dynamiques, réseaux d'étudiants entrepreneurs et pratiques d'une mondialisation par le bas », *Suds*, n° 287, 2023, pp. 193-215, <https://journals.openedition.org/suds/397> ; Papa Sow, « Bagassu Turcii : Senegalese transnational e-commerce and social networks between Dakar and Istanbul », *Turkish Journal of African Studies*, Vol. 2, n° 1, 2025, pp. 67-83.

⁴⁴ Voir <https://burkina24.com/2025/08/29/le-nouveau-bureau-de-la-faib-presente-au-chef-de-letat/>

⁴⁵ Issouf Binaté, « Anyama : un nouveau foyer d'enseignement islamique en Côte d'Ivoire », in Jean-Louis Triaud (dir.), *Islam et sociétés au sud du Sahara, Tome 2, Diversité et habits singuliers*, nouvelle série, 2010, Paris, Les Indes savantes, pp. 117-136.

⁴⁶ « Türkiye scholarships 2025 applications are closed ! », *Türkiye Scholarships Burslari*, 26 février 2025, <https://turkiyeburslari.gov.tr/announcements/turkiye-scholarships-2025-applications-are-closed-115>

de les octroyer. Par ailleurs, la Diyanet a elle aussi son programme d'attribution de bourses accordées pour des études de théologie. Peu nombreuses, en moyenne trois ou quatre chaque année pour chaque pays, les bourses qu'elle accorde s'adressent prioritairement aux jeunes qui veulent étudier dans les lycées confessionnels islamiques (*imam hatip lisesi*) qui, en plus du programme national turc, forment en sciences religieuses et à l'arabe. Au terme de leurs études secondaires, les étudiants peuvent poursuivre leurs parcours religieux, en licence puis en master, dans une faculté de théologie en Turquie, ou se départir de la tutelle de Diyanet, pour des filières d'ingénierie par exemple. La Diyanet n'a pas la même capacité d'attribution de bourses que la YTB (dont la mission est de financer la mobilité des étudiants), mais le fait qu'elle possède sa propre politique de bourses est assez significatif de la place que la religion occupe dans la coopération éducative entre la Turquie et l'Afrique.

Si elle est un acteur important, la Diyanet n'est pas le seul canal d'influence de la Turquie dans la sphère religieuse. En effet, l'islam non étatique revêt en Turquie une importance sensible, notamment grâce à l'action de dizaines d'ONG et de mouvements turcs dont les activités s'étendent jusqu'en Afrique.

Une multitude d'ONG et d'ordres religieux pour la diffusion de l'islam turc en Afrique

La personnalité d'Erdoğan, forte et autoritaire, qui cristallise sur lui toute l'attention, notamment en Occident, masque souvent bien d'autres forces œuvrant au prestige de la Turquie sur la scène internationale. La société civile, ou plus généralement les structures non étatiques, sont d'un incroyable dynamisme, en Turquie comme à l'étranger. Dans toutes les sphères régionales où Ankara exerce une influence, au Moyen-Orient, dans les Balkans et dans l'espace postsoviétique, l'implication du secteur privé est considérable, que ce soit dans le domaine économique, éducatif ou religieux. En effet, depuis le passage du pays d'une économie dirigiste et quasi socialiste à une économie de marché en 1980, le secteur privé a connu un développement exceptionnel. Dans ce contexte, les ordres religieux se sont liés aux milieux des affaires socio-économiques, et plus précisément dans le domaine éducatif. En effet, le développement du néolibéralisme, déjà dans les années Özal, a permis une quasi-privatisation de l'enseignement en Turquie⁴⁷. Cela signifie que de nombreuses confréries, de toutes obédiences, ont mis en place des structures éducatives pour compléter ou remplacer les services éducatifs publics défaillants. L'exemple le plus éloquent, on l'a vu, a été la mouvance de Fethullah Gülen qui est née et a prospéré dans ce contexte, s'appuyant sur ses œuvres éducatives et caritatives pour transmettre ses valeurs religieuses conservatrices.

Des centaines de fondations privées se sont développées dans tout le pays pour créer des conglomérats, c'est-à-dire des entreprises mixtes mêlant économie classique et crèches, écoles, cités universitaires, centres médicaux et parfois même universités. Si la fin du bloc de l'Est, à

⁴⁷ Ezgi Güner, « Islamic humanitarianism and renegotiating the boundaries of Turkish whiteness in Africa South of the Sahara », *Focaal Blog*, 15 novembre 2024, <https://www.focaalblog.com/2024/11/15/ezgi-guner-islamic-humanitarianism-and-renegotiating-the-boundaries-of-turkish-whiteness-in-africa-south-of-the-sahara/>

partir de 1991, a permis à ces ordres religieux de se développer dans un espace proche de la Turquie, à partir de la décennie 2000, c'est vers l'Afrique qu'ils se sont orientés. Là encore, ils s'engouffrent dans le sillage de la mouvance de Gülen qui a été précurseur. Désormais, plusieurs ordres religieux et ONG turques mènent des opérations à travers l'Afrique.

La plupart n'opèrent que de manière ponctuelle, c'est-à-dire à certains moments importants de l'année, principalement durant le mois de ramadan et pour les deux fêtes religieuses Aïd el-Fitr et Aïd el-Kébir. Si elles travaillent toutes indirectement à valoriser l'image de la Turquie, ces ONG n'y disposent pas toutes d'un siège. Certaines sont basées en Europe et interviennent aussi bien en Turquie qu'en Afrique. İnsani Yardım Vakfı (Humanitarian Relief Foundation, ou IHH), déjà évoquée, est l'une des plus célèbres, aux côtés d'autres comme Hayder (Hoca Ahmet Yesevi Dernegi), l'Association Ahmet Yesevi, proche de la confrérie d'Ismail Aga, l'une des multiples branches de la confrérie soufie Naqshbandiyya en Turquie. On peut aussi citer Cansuyu, Hasene International (qui s'inscrit dans la mouvance du courant Milli Görüs), et Yeryüzü Doktorlari (Médecins de la terre), spécialisée dans l'aide médicale en Afrique.

Contrairement à ces ONG dont les activités sont périodiques, trois acteurs religieux/humanitaires turcs ont une implantation plus forte et plus durable dans la plupart des pays africains. Nous les avons rencontrés sur le terrain. Il s'agit de la confrérie dite *Süleymanci*, fondée par Süleyman Hilmi Tunahan, de la fondation Aziz Mahmut Hüdayi et de la confrérie néo-nourdjou *Meşveret*.

Issue de la Naqshbandiyya, la communauté de Süleyman Hilmi Tunahan est une organisation islamique turque qui s'est fait remarquer par ses missions éducatives islamiques en Turquie, puis en Europe dans les années 1970 et dans tout l'ex-URSS avec la fin de la guerre froide. Le leader de cette communauté, natif de Bulgarie à l'époque ottomane, a été influent en Turquie, où il s'est pourtant retrouvé souvent en conflit avec la Diyanet dont il dénonçait le monopole, illégitime à ses yeux, sur les affaires islamiques, notamment sur les cours coraniques. Le principe directeur de la communauté depuis sa création est que chaque musulman doit être en mesure de lire le Coran dans la langue dans laquelle il a été révélé, l'arabe⁴⁸. Pour les disciples de Süleyman Hilmi Tunahan, désignés souvent sous le vocable dépréciatif de *süleymanci*, celui qui n'est pas capable de lire le Coran en arabe ne peut être considéré comme musulman. De ce fait, la communauté s'est spécialisée en Turquie dans l'ouverture et la gestion d'écoles coraniques. Leur méthode d'implantation en terre étrangère est relativement formatée. En règle générale, une première « mission » *süleymanci* s'implante dans une ville avec l'installation de quelques membres du mouvement venus du siège, situé à Umraniye dans la périphérie d'Istanbul. Une fois la mission opérationnelle, elle est ensuite confiée à des disciples locaux formés sur place. Par la suite, son suivi donne lieu à des échanges et à des voyages réguliers entre responsables locaux et cadres du mouvement en Turquie. Le but ultime est de former des gens sur place afin qu'ils deviennent autonomes et responsables de la diffusion et de la transmission directe de la pensée de Süleyman Tunahan auprès de leur communauté.

⁴⁸ Il existe peu d'études sur Süleyman Hilmi Tunahan et sa communauté, même en langue turque. On peut toutefois se référer à une étude apologétique menée par les disciples du mouvement, <https://www.camlicakitap.com/Data/EditorFiles/pdf/9786258027174-Tercumei-Hal-Fransizca.pdf>. Il existe aussi une étude plus académique : Mehmet A. Kirman, « Süleymancılık Ortaya Çıkışı Gelişim Evreleri ve Günümüzdeki Durumu », *Demokrasi Platformu*, Vol. 2, n° 6, 2006, pp. 151-180.

Document 5
Madrassa implantée par les disciples de Süleyman Hilmi Tunahan,
Saint-Louis, Sénégal, janvier 2024



Nos recherches de terrain sur cette communauté dans le Caucase et en Asie centrale depuis la fin de l'Union soviétique ont permis de repérer ce même mode opératoire au Mali, au Niger, au Sénégal, au Nigeria, et dans une moindre mesure en Côte d'Ivoire, et de comprendre les actions et les objectifs de cette organisation religieuse. En quoi consistent ses activités ? Et comment se déploient-elles ? Sous la tutelle d'ONG locales, la communauté de Süleyman Hilmi Tunahan offre un ensemble de services sociaux et éducatifs dans les villes africaines où elle est présente. Les expériences du Niger et du Sénégal offrent une vignette ethnographique intéressante pour apprécier les activités des *süleymanci*. Généralement, des membres de cette organisation s'installent dans le pays d'accueil et ouvrent une mini madrasa dotée d'une structure d'hébergement. Ce premier lieu sert de centre de structuration de toutes les activités de la communauté. Des étudiants issus de milieux sociaux défavorisés sont accueillis et logés gratuitement pour y recevoir une instruction religieuse. Parallèlement à leur formation islamique extrascolaire, ils poursuivent leurs études habituelles au lycée ou à l'université. En outre, dans certains pays, la communauté prend en charge les frais de scolarité des étudiants des écoles publiques grâce à un contrat passé avec l'Etat. De plus, des écoles coraniques sont parfois complètement prises en charge par la communauté *süleymanci*.

Dans ces écoles, la gestion du temps est partagée entre enseignements religieux dans les foyers gérés par la communauté et visites à l'extérieur. La journée est occupée par des cours coraniques, des prières et parfois des visites à d'autres madrasas du mouvement. Tous les disciples et tuteurs *süleymanci* n'étant pas nécessairement éducateurs, un certain nombre d'entre eux mènent en parallèle leur carrière professionnelle, la plupart du temps au sein d'entreprises et commerces turcs. Au sein de la madrasa, les cours sont organisés selon trois niveaux. La première phase, dite *ibtidai* (commencement), s'adresse aux débutants, qui sont initiés à la lecture du Coran et à l'apprentissage des idées de Süleyman. Ils passent ensuite au

Document 6
Lycée privé de la fondation Aziz Mahmu Hüdayi Vakfi, Niamey, février 2023



niveau intermédiaire dit *izhari* (révélation), qui consiste à renforcer les compétences générales de l'étudiant. Enfin, ils atteignent le troisième niveau ou *tekamul* (maturation), à l'issue duquel ils peuvent se préparer à devenir des *abis* (des frères aînés) prêts à enseigner dans les structures du mouvement⁴⁹. Ces éducateurs sont aussi appelés à être des *hafiz*. Une des particularités de ce mouvement est qu'il coopère peu, dans ces pays, avec les autres acteurs de la présence turque. Enfin, signe que le mysticisme et le soufisme ont une place centrale dans le mouvement, ses membres les plus instruits et imprégnés de la pensée de Süleyman Tunahan se livrent régulièrement à des séances de *zikr*⁵⁰.

La deuxième grande confrérie turque très active en Afrique est la fondation Aziz Mahmut Hüdayi. Issue elle aussi de la Naqshbandiyya, elle est plus connue sous le nom de Erenköy cemaati ou communauté de Erenköy, un quartier d'Istanbul où elle fut longtemps basée, avant de déménager son siège actuel à Üsküdar, un autre quartier de la rive orientale d'Istanbul. Très populaire auprès des petits et moyens entrepreneurs, Aziz Mahmud Hüdayi Vakfi se veut une fondation qui se consacre essentiellement à l'aide aux pauvres. Dirigée actuellement par la figure mystique Osman Nuri Topbas, elle est aussi connue pour sa proximité avec le pouvoir politique d'Erdoğan dont elle n'hésite pas à saluer la politique, de façon discrète, dans son magazine *Altinoluk*⁵¹. A l'étranger, ses activités caritatives et religieuses ont commencé dans

⁴⁹ Ahmet Yukleyen, « Production of mystical Islam in Europe : Religious authorization in the Süleymanlı Sufi community », *Contemporary Islam*, n° 4, 2010, pp. 269-288.

⁵⁰ A l'origine, dans l'islam soufi, il s'agit d'un acte de foi consistant à répéter le mot Allah inlassablement jusqu'à entrer en transe. Le but est l'abandon de soi pour se rapprocher de Dieu. Il est pratiqué seul ou en groupe par les individus membres d'un groupe soufi. La version « moderne » de *zikr* ne va pas jusqu'à la transe, comme dans de nombreuses confréries en Turquie qui associaient une danse à cette pratique, tels les derviches tourneurs.

⁵¹ Hakan Yavuz, « The matrix of modern Turkish islamic movements : The Naqshbandi Sufi order », *Transactions*, n° 9, 1999, pp. 129-146.

les Balkans, puis dans le Caucase. En Afrique, où elle était déjà présente dans seize pays subsahariens⁵² en 2018, cette fondation compte parmi les ONG turques les plus actives. Au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, au Mali, au Niger, au Sénégal et au Nigeria, elle mène ses activités en collaboration avec des acteurs locaux réunis au sein d'associations à vocation caritative islamique : la Fondation de solidarité et d'aide au peuple africain (Fosapa) fondée en 2008⁵³ au Burkina Faso, l'Association Ishan pour le développement et l'éducation (Aide), créée en 2013 en Côte d'Ivoire.

Cette approche par la collaboration avec des acteurs locaux a donné une assise sociale forte au mouvement. Ainsi, depuis ses bureaux dans ces différents pays, la fondation organise et développe ses activités d'assistance aux personnes vulnérables. A l'approche de la fête du sacrifice, de la viande est distribuée grâce à des fonds collectés dans différentes villes de Turquie. En matière d'aide médicale, des opérations de la cataracte dans des dispensaires locaux sont financées et prises en charge par l'ONG et parfois réalisées avec des médecins venus spécialement de Turquie. Enfin, comme de nombreuses autres organisations turques et panislamiques, cette fondation aide à la construction d'écoles et de forages pour l'accès à l'eau potable.

A ces aides au développement s'ajoute un service plus spécifiquement religieux. C'est le cas au Sénégal où la fondation gère directement un centre islamique à Dakar. Il s'agit d'un établissement qui avait été créé par des fondations arabes du Golfe persique, avant d'être délaissé au fil du temps. En 2009, la fondation Aziz Mahmud Hüdayi a pris la décision de reconduire le projet avec l'appui de professeurs de Turquie et du Sénégal. Sur le même modèle, elle gère à Niamey une autre institution religieuse, en partenariat avec l'Etat qui prend en charge le cadre d'étude et parfois les dépenses énergétiques. Dans les deux cas, à Dakar comme à Niamey, le cursus propose à la fois un enseignement religieux (écriture et mémorisation de versets coraniques, *fiqh* – la jurisprudence islamique –, *tawhid* – la théologie –, *sira* – la biographie du Prophète, *anaw* – la grammaire –, *rasm* – l'orthographe –, etc.) et le programme d'enseignement public du pays.

Enfin, la troisième communauté islamique turque dont la présence en Afrique mérite d'être mentionnée est celle dite Nourdjou, c'est-à-dire qui s'inscrit dans l'héritage de Saïd Nursî, une grande figure religieuse kurde qui continue d'avoir un fort impact sur l'islam en Turquie. Né en 1878 à Nurs près de Hizan dans la province de Bitlis et mort à Urfa en 1960, il a fondé une large communauté religieuse qui, à sa mort, s'est scindée en plusieurs tendances. Tous les sous-groupes issus du mouvement témoignent d'un fort attachement à l'œuvre maîtresse qu'il a écrite, la *Risale i Nur, l'Épître de la Lumière*. Il s'agit d'une grande exégèse du Coran en quatorze volumes qui comprend près de 7 560 pages. Ecrite dans un turc ottoman aujourd'hui peu accessible, cette œuvre visait, selon son auteur, à sauver la foi en déclin des musulmans. Surveillé et incarcéré à plusieurs reprises par les pouvoirs séculiers turcs, ses œuvres furent longtemps interdites dans le pays. Notons qu'à l'origine, Fethullah Gülen lui-même s'est inspiré des idées de Saïd Nursî, avant de bifurquer vers un islam plus politisé. Son nationalisme originel

⁵² Ces données obtenues sur le site de la fondation ne sont pas actualisées : <https://www.hudayivakfi.org/en/about-us.html>

⁵³ Maud Saint-Lary, « Les fondations turques au Burkina Faso : charité islamique, soft power et économie néolibérale », in Degorce Alice et Kibora Ludovic (dir.), *Migrations, mobilités et réseaux religieux au Burkina Faso*, Dakar, Amalion, 2021, pp. 135-158.



ne pouvait pas trop s'accommoder de l'identité kurde, pourtant peu affichée, de Saïd Nursî. Chaque communauté issue du mouvement de ce dernier s'est spécialisée dans un domaine particulier pour développer une de ses idées fortes. Le groupe Yeni Asya se spécialise dans l'éducation des jeunes générations, celui de Nesriyat se consacre à l'édition et à la diffusion des œuvres du maître. De nos jours, la branche *nourdjou* qui s'intéresse à l'Afrique est celle dite *Meşveret*, dirigée par Hüsnü Bayramoglu. Au sein de *Meşveret*, comme le laisse supposer son nom (*müşavere* signifie conseil, concertation), les idées et les décisions sont collégiales. Elle est la seule des nombreuses mouvances s'inspirant de Nursî à être active en Afrique. Comme les autres communautés religieuses turques sur ce continent, elle y apporte une aide humanitaire et forme des disciples sur place. Les livres de Saïd Nursî circulent dans des centres islamiques créés par les représentants du groupe *Meşveret* et des communautés locales.

Toutes ces communautés, chacune à sa manière, par les interactions qu'elles nouent entre elles et avec les populations africaines sur place, apportent une plus ou moins grande contribution au développement des liens islamiques entre la Turquie et l'Afrique. Mais comment ces influences islamiques turques en Afrique sont-elles perçues, et quels sont leurs impacts ?

Actions et réactions face à la présence des groupes religieux turcs en Afrique

A la lumière des expériences passées en Asie centrale et plus récentes sur le terrain africain, on constate d'emblée que la présence religieuse turque reproduit en Afrique les mêmes clivages que ceux qui la divisent en Turquie. On constate ainsi une rupture entre mouvements turcs et kurdes, mais surtout entre « pro » et « anti » Erdoğan. Cependant, ces clivages et rivalités s'y expriment de façon moins virulente qu'en Turquie. Il faut dire que les cercles kémalistes séculiers voyagent peu en Afrique. Comme on l'a déjà observé dans l'ex-URSS, les associations kémalistes

ne viennent pas s'aventurer sur ces terrains qui intéressent surtout les nationalistes et les islamistes. En Afrique, le même constat prévaut. C'est surtout le prosélytisme conservateur, musulman et nationaliste qui est à l'œuvre, étant donné sa forte proximité avec le pouvoir politique qui favorise ses actions en Turquie comme à l'étranger. Sur le terrain africain, quels sont les points communs entre ces associations islamistes, quelles relations entretiennent-elles les unes avec les autres ?

Leur premier point commun est une distanciation précautionneuse à l'égard des gülenistes, dont l'évincement, voire l'éradication, en Turquie se répercute jusqu'en Afrique. La peur de la collusion avec une organisation désormais considérée par Ankara comme terroriste pousse les expatriés turcs en Afrique à éviter de fréquenter les rares cafés ou restaurants turcs encore associés à Gülen. Ainsi, à Abuja au Nigeria, le restaurant *Istanbul* subit le boycott de toute la communauté. A Niamey au Niger, c'est le restaurant turc *Hünkar*, propriété des disciples de Fethullah Gülen, qui se vide de ses clients habituels. Mais comme sa cuisine est bonne, et rare dans une ville qui compte peu de restaurants turcs, les expatriés turcs adeptes de *döner* ou de *pide* (pizza turque) ont trouvé la parade et se font livrer par le biais de Nigériens, ou alors fréquentent discrètement le lieu, en veillant à garer leur voiture le plus loin possible.

A l'exception donc de la mouvance de Gülen, frappée d'ostracisme, les membres de la communauté turque entretiennent de bonnes relations de solidarité. Les ordres religieux communiquent et se fréquentent entre eux, tout comme ils fréquentent et entretiennent des relations cordiales avec les autres groupes turcs, travaillant avec la fondation Maarif, l'institut Yunus Emre ou les entreprises économiques turques. En revanche, le mouvement des *süleymanci* étant en mauvais termes avec le pouvoir d'Erdoğan, en Afrique, les officiels turcs ou les expatriés des autres mouvances religieuses et entreprises économiques veillent à les fréquenter le moins possible. Connue pour son repli sur soi et son attachement à un mysticisme strict, cette organisation préfère souvent rester à l'écart. Ces tensions et rivalités internes aux mouvements turcs expatriés n'ont pas de large retentissement en dehors de leur cercle, ni dans la perception extérieure qu'en ont les communautés et partenaires africains sur place. L'exception est encore le mouvement de Gülen, dont la répression jusqu'en Afrique n'a pas échappé aux Africains eux-mêmes, surtout aux élites et aux parents d'élèves qui bénéficiaient des services du mouvement. Aussi, la querelle entre Erdoğan et Gülen n'a-t-elle pas manqué d'éveiller la curiosité et la vigilance du public africain sur les intentions réelles de ces organisations turques.

Lorsque l'influence turque en Afrique a commencé à s'affirmer, à partir du milieu des années 2000, la période était déjà favorable à cette ouverture : un contexte politique et social africain en ébullition – avec les crises en République démocratique du Congo, en Côte d'Ivoire, en Centrafrique, en Libye, puis au Sahel – se prêtait à ce jeu d'influence. Au même moment, le regain des idées et des valeurs nationalistes n'épargnait pas l'Afrique. Il se traduisait par le rejet très marqué de l'Occident, et plus particulièrement de la France, ancienne puissance coloniale jugée responsable de tous les maux des terres colonisées et des communautés dominées. Ce mouvement de rejet, toujours prégnant, n'est pas circonscrit à un ultime effort de décolonisation des esprits, des sociétés, des économies, des politiques. Il prend plutôt la forme d'un ras-le-bol généralisé, qui mobilise, au-delà de la sphère des élites, des jeunes décomplexés qui font entendre leur ressentiment partout, dans la rue comme dans les espaces virtuels des réseaux

sociaux⁵⁴. Il ne s'agit pas non plus d'un « dédagisme » simpliste, mais plutôt l'expression d'une volonté de recontractualiser la relation à l'Occident sur la base d'un rapport d'égalité. Des courants intellectuels et politiques africains se mobilisent et exigent que l'infantilisation des sociétés africaines prenne fin et que leur souveraineté nationale soit reconnue et respectée. Cet élan, qui vise encore et toujours en premier lieu les puissances occidentales, génère un intérêt en miroir pour les opportunités qu'offrent les nouveaux pays émergents.

Parallèlement à cela, on observe en Afrique un fort désir de diversification des politiques de coopération et de partenariats sur la scène internationale. En effet, une abondante littérature, mais aussi tous les entretiens que nous avons menés avec des étudiants, des universitaires, des diplomates africains, tant en Afrique qu'en Turquie, révèlent que les élites comme les peuples aspirent à se détacher des anciennes relations tutélaires et paternalistes avec l'ancienne puissance coloniale. D'ailleurs, dans les pays du Sahel où la France s'est vue humiliée par la prise de pouvoir des militaires, les manifestations populaires, appelant la France à « dégager », déforment une réalité plus complexe. Cette contestation vise une relation qui continue d'être teintée par une approche coloniale, entretenue par des médias et des autorités occidentaux déconnectés des dynamiques souverainistes des Africains, et qui se traduit par des formules telles que : « On n'a pas de problèmes avec la France, mais on a des problèmes avec la politique française »⁵⁵. Cependant, il convient de nuancer ces réactions. Si au Mali, au Burkina Faso, au Niger et au Tchad, la France – à travers ses représentations officielles et ses services de défense – a été priée de partir, en Côte d'Ivoire et au Sénégal, les départs de l'armée française se sont déroulés dans le respect des différentes parties. La recomposition de l'ordre international, le déclin de l'Occident, qui est à la fois une conséquence et une cause de la montée de ce souverainisme africain, permettent à d'autres pays de s'implanter sur ce continent. Ce rejet de l'Occident, plus ou moins fort selon les pays, profite à de nouveaux partenariats avec des pays sans passé colonial en Afrique.

Or la Turquie ne présente pas le visage de « l'homme blanc européen qui a colonisé en Afrique ». Par opportunisme, elle adopte, aux yeux des Africains, les traits du bon musulman, de l'homme blanc puissant (ce qui pourrait sembler paradoxal), mais qui n'a jamais colonisé en Afrique. Les acteurs de la coopération Turquie-Afrique ont fait leur *leitmotiv* de ces caractéristiques. Erdoğan lui-même, comme ses diplomates et tous les acteurs de terrain, répète à l'envi : « Nous sommes venus ici non pas pour vous coloniser, mais pour coopérer avec vous, dans un esprit gagnant-gagnant »⁵⁶. Étonnamment, la question de la présence ottomane en Afrique du Nord, et dans une moindre mesure en Afrique noire, n'est perçue comme une domination coloniale ni par les Turcs ni par les Africains. Antérieure à la colonisation européenne, elle est plus éloignée dans les mémoires et elle a été moins étudiée et documentée, si bien qu'elle reste bien moins connue de la nouvelle génération d'activistes politiques. Toutefois, cette domination ottomane en Afrique divise toujours les historiens et les populations avisées, car il s'est bel et bien agi d'une forme de colonialisme. C'est dans le cas de l'Algérie ottomane que cette division est la

⁵⁴ Michael Pauron, « Au-delà du "sentiment", les raisons du rejet de la France en Afrique », *Afrique XXI*, 6 novembre 2024, <https://afriquexxi.info/Au-dela-du-sentiment-les-raisons-du-rejet-de-la-France-en-Afrique>

⁵⁵ Antoine Glaser, Stephen Smith, *Comment la France a perdu l'Afrique*, Paris, Hachette, 2006.

⁵⁶ « Turkey reaffirms win-win approach in ties with African countries », *Daily Sabah*, 22 octobre 2021, <https://www.dailysabah.com/business/economy/turkey-reaffirms-win-win-approach-in-ties-with-african-countries>

plus manifeste. Aux Occidentaux, qui reprochent à la Turquie son passé ottoman colonial en Afrique du Nord, la plupart des Algériens et tous les Turcs rétorquent que la marine ottomane a débarqué à Alger à la demande des Algériens, sans conquête ni tueries, pour aider la population à se défendre contre des puissances européennes, notamment espagnole. Mais ce désaccord n'a que peu d'impacts sur la présence turque actuelle en Afrique du Nord. D'ailleurs, des controverses similaires divisent les historiens du Caucase et d'Asie centrale pour qualifier la domination russe. Même s'il est vrai que les pouvoirs locaux en Asie centrale, notamment dans la steppe kazakhe au XVII^e siècle, ont au départ demandé l'aide de la Russie pour se défendre contre des voisins menaçants, il n'en demeure pas moins que les tsars ont déployé sur leur territoire une véritable politique de soumission et de colonisation des populations locales⁵⁷.

Ce qui est certain, c'est que la politique turque ou russe dans les pays africains ne semble pas éveiller la même méfiance que celle des ex-pouvoirs coloniaux. Les actions caritatives turques, s'inscrivant dans une tradition de coopération avec les pays arabo-musulmans, contribuent à donner une image positive à la Turquie, surtout dans certains milieux populaires. Il en va de même pour l'appui militaire et sécuritaire russe dans les zones en conflits, qui génère une gratitude et une sympathie à l'égard de la Russie à travers Wagner puis Africa Corps⁵⁸. Et pourtant, des intellectuels africains considèrent que les mouvements religieux venus du monde musulman ou des Etats-Unis, qu'ils soient chrétiens ou musulmans, s'apparentent à une nouvelle forme de colonialisme, comme le montre l'étude, aussi pertinente que polémique, de Joseph Boniface Camara⁵⁹. Cela étant dit, en Afrique, les perceptions sont vite confrontées aux exigences du réel et du pragmatisme. La diversification des partenaires économiques et/ou politiques doit participer à une meilleure intégration au sein de l'ordre international et à l'affirmation des souverainetés, en toute indépendance et sans le parrainage de l'ancien colonisateur. Tout profit est bon à prendre pour renforcer cette aspiration profonde des peuples et des sociétés africaines. En est-il de même pour les partenariats religieux ?

Interactions entre islams africain et turc

En s'implantant en Afrique, la Turquie fait l'expérience d'une terre où l'islam s'est enrichi d'une histoire ancienne et différenciée, et qui présente ses particularités. Elle a aussi ses propres acteurs d'envergure, comme les ordres soufis dominants – notamment la Qadiriyya et la Tidjaniyya. Cette religion a connu des contractions internes, marquées parfois par des rixes violentes, avec l'entrée en scène des mouvements réformistes conduits par des entrepreneurs

⁵⁷ Sur la nature du colonialisme russe en Asie centrale, voir Svetlana Gorshenina et Sergej Abashin, « Construire et vivre le Turkestan russe : un regard double sur une rencontre coloniale », *Les Cahiers d'Asie centrale*, n° 17-18, 2009, pp. 7-14, <https://journals.openedition.org/asiacentrale/1144>

⁵⁸ Editorial, « Au Mali, la junte incapable de protéger le pays contre les djihadistes », *Le Monde*, 25 octobre 2025, https://www.lemonde.fr/idees/article/2025/10/25/au-mali-la-junte-incapable-de-protger-le-pays-contre-les-djihadistes_6649595_3232.html

⁵⁹ Joseph Boniface Camara, « La religion, nouvel outil du néocolonialisme en Afrique », *Recherches Internationales*, n° 121, 2021, pp. 163-183, https://www.persee.fr/doc/rint_0294-3069_2021_num_121_1_3102#:~:text=L'attitude%20des%20missionnaires%20chr%C3%A9tiens,d'asservissement%20des%20peuples%20colonis%C3%A9s

religieux wahhabites de retour de formation dans les pays arabo-musulmans à la fin de la période coloniale. Ce tournant majeur dans l'islam africain a reconfiguré l'espace religieux musulman, partagé depuis lors entre les tenants d'un « islam noir », proches des ordres soufis pratiquants du rite malékite d'une part, et les wahhabites (et les mouvements salafistes associés), inspirés de l'islam hanbalite promu par l'Arabie saoudite d'autre part. Dans le contexte de la décolonisation des pays africains, l'ouverture de l'université islamique de Médine en 1961 a encouragé les départs des étudiants subsahariens vers l'Arabie saoudite⁶⁰, parallèlement aux destinations égyptienne et marocaine des universités d'Al Azhar et d'Al Karaouiyne. En entrant en scène au début des années 2000, la Turquie s'est présentée comme une alternative médiane en matière de coopération islamique et s'est retrouvée en compétition avec plusieurs pays arabes implantés de longue date dans le paysage islamique africain. Sans compter qu'au-delà de l'influence saoudienne ou égyptienne, s'exerce également l'influence du Maroc, pays qui reste un acteur islamique majeur en Afrique, plus particulièrement dans son environnement régional, en Mauritanie et au Sénégal, mais aussi au-delà. Plus que la géographie, c'est la pratique de l'islam qui facilite l'influence du royaume en Afrique de l'Ouest. En effet, l'ascendant de la confrérie Tidjaniyya au Sénégal et au Maroc permet de tisser des liens spirituels forts entre les deux pays. Au Sénégal, la ville de Touba, où est enterré Ahmadou Bamba, chef de la confrérie des mourides, attire de nombreux pèlerins du Maroc. A l'inverse, la ville marocaine de Fès, où repose Ahmed Tijani, fondateur de la Tidjaniyya, accueille régulièrement de nombreux pèlerins sénégalais et subsahariens. Avec son récent projet de diffusion d'un islam modéré, le Maroc a accueilli depuis 2014 des milliers des prédicateurs de pays subsahariens pour recevoir une formation d'imam à l'Institut Mohammed VI. Cette influence de l'islam marocain est également perceptible en Côte d'Ivoire, qui abrite à Abidjan depuis 2024 l'immense mosquée Mohammed VI, d'une capacité de sept mille places.

En matière de construction de lieux de culte, l'Arabie saoudite n'est pas en reste et a joué un rôle important sur le continent grâce au fonds Fayçal et aux diverses aides des institutions panislamiques et des mécènes. Quant à l'Egypte, elle ne s'est pas limitée au prestige de l'université d'Al Azhar pour marquer son influence. Elle envoie régulièrement des missionnaires et des fonctionnaires d'Etat enseigner dans des madrasas. En Côte d'Ivoire, cet envoi d'enseignants internationaux a été régulier jusqu'à l'éclatement de la crise militaro-politique de 2002. Face notamment au Maroc, à l'Egypte, à l'Arabie saoudite, même le Qatar, la Libye et le Soudan qui exercent aussi leur part d'influence, quelle peut être l'ambition islamique de la Turquie en Afrique ?

⁶⁰ Abdoulaye Galilou, « The graduates of islamic universities in Benin : A modern elite seeking social, religious and political recognition », in Thomas Bierschenk et Georg Stauth (dir.), *Yearbook of the Sociology of Islam*, «Islam in Africa», Vol. 4, Hambourg, LIT Verlag, 2002, pp. 129-146 ; Ousmane Kane, *Intellectuels non europhones*, Dakar, CODESRIA, 2003 ; Sophie Bava et Olivier Pliez, « Itinéraires d'élites musulmanes africaines au Caire : d'Al Azhar à l'économie de bazar », *Afrique contemporaine*, n° 231, 2009, pp. 187-207 ; Sylvie Bredeloup, « Etudiants arabophones de retour à Ouagadougou cherchent désespérément reconnaissance », *L'Année du Maghreb*, n° 11, 2014, pp. 57-78 ; Marc-Antoine Pérouse de Montclos, « La politique africaine de l'Arabie saoudite, entre conservatisme et prosélytisme », *Questions Internationales*, n° 89, 2018, pp. 105-11 ; Issouf Binaté, Yacouba Ouédraogo et Louis Audet Gosselin, « Etre arabisant en Afrique francophone : regards croisés sur des élites burkinabè et ivoiriennes formées en pays arabo-musulmans », in Constant Hamès et Jean-Louis Triaud (dir.), *Islam et société au sud du Sahara, Tome 5, Afrique subsaharienne et langue arabe*, nouvelle série, Paris, Les Indes savantes, pp. 9-30 ; Marc-Antoine Pérouse de Montclos, « Les transformations de l'islam en Afrique », Focus de l'*Observatoire international de la religion*, février 2024, <https://obsreligion.cnrs.fr/focus/les-transformations-de-lislam-en-afrique-de-louest/>

D'une manière générale, en Turquie, les fidèles vouent un culte au prophète Mahomet, et même si c'était un Arabe, s'exprimant en langue arabe, la langue de révélation du coran et de la liturgie islamique par définition, les Turcs n'en éprouvent aucun complexe d'infériorité. Bien au contraire, ils retiennent de l'histoire que de grands Etats turciques (Ottomans, Seldjoukides) ont largement et grandement contribué à la diffusion de l'islam à travers l'espace et le temps, mais aussi à sa protection contre les « infidèles » et ce, des siècles durant. En tireraient-ils plutôt un complexe de supériorité ? Le sentiment est fortement ancré chez les Turcs que leur islam, pétri de sciences et de mysticisme, est probablement plus savant et tolérant que celui des Arabes ou des Iraniens chiites. Aussi, c'est fort de cette perception de leur islam et de l'image positive de la Turquie et d'Erdoğan dans le monde musulman, et africain, que les Turcs nourrissent des ambitions religieuses particulières pour l'espace islamique africain. Ce sentiment de devoir historique qui leur incomberait est le moteur de l'engagement des représentants de la Diyanet et des nombreux membres des mouvements islamiques turcs présents en Afrique.

Si les écoles Gülen figurent à l'avant-garde de l'implantation de l'islam turc en Afrique à partir des années 2000, distillant un prosélytisme discret par l'exemplarité active de leur personnel (*temsil*) pendant et en dehors des heures de classes dans les internats, c'est avec la collaboration des fondations religieuses et des associations islamiques nationales que l'islam turc imprègne véritablement la société civile. En général, ces fondations s'installent par l'intermédiaire d'acteurs locaux organisés en associations. L'islam évolue en Afrique subsaharienne selon des modalités bureaucratiques, ce qui a facilité le travail de ces missionnaires qui ont su s'adapter aux réalités du terrain : imposer leur appartenance religieuse (la Naqshbandiyya) ou s'accommoder selon le profil et l'ancrage social des acteurs religieux en présence. En Côte d'Ivoire et au Burkina Faso, ce sont respectivement Cheikh Abdoul Aziz Sarba, président de l'ONG Association soulaïtine pour les actions de bienfaisance (ASSAB), et Noufou Sawadogo, à la tête de l'ONG Nasrou-Lah, qui ont servi de porte d'entrée à la fondation Aziz Mahmud Hüdayi. Les ONG Aide et Fosapa, qui sont issues de ces coopérations, suivent le même mode d'organisation : ouverture d'un siège et d'une école, mise à disposition de logements et soutien financier pour des étudiants en situation de vulnérabilité, appui aux organisations islamiques dans leurs missions de prédication, construction de mosquées et offre de bourses d'études en Turquie.

Or les islams africains sont encore largement dominés par les rites malékite et hanbalite, antinomiques des ordres soufis. Comment accueillent-ils alors ces fondations religieuses turques, de tradition soufie ? Dans les faits, les organisations se réclamant du salafisme se sont montrées indifférentes à la présence et à l'influence turque ou, dans certains cas, ont profité de ses services par opportunisme, tandis que les organisations faïtières de l'islam africain (c'est-à-dire représentant les communautés islamiques nationales) restaient plus distancées et mesurées. En Côte d'Ivoire, le Conseil supérieur des Imams (Cosim) a sollicité l'appui financier de l'ONG Aide et de la Diyanet pour les séminaires de formation de ses membres à partir de 2015. Ces donateurs turcs en ont profité pour mettre en scène leurs missionnaires venus de Turquie pour dispenser des enseignements religieux, sans se soucier des affiliations spirituelles de l'organisation des imams. Pour les Burkinabè, les fêtes de l'Aïd al-Adha, pendant lesquelles se tiennent le Kurban, sont des moments permettant d'apprécier la générosité et la philanthropie des donateurs turcs : « Les Turcs font les choses en grand, ils ne sont pas

pingres »⁶¹. En 2018, ce sont huit cents bœufs qui ont été sacrifiés et leur viande distribuée à la Fédération des associations islamiques du Burkina, aux autorités communautaires et aux personnes en situation de vulnérabilité. Au Ghana, c'est toute la mémoire matérielle de la communauté musulmane d'Accra qui a fait place à la construction, sur le modèle des lieux de culte ottoman, de la National Mosque.

Et même si le dogme et le rituel sont pratiquement les mêmes, les réactions musulmanes locales ne se sont pas systématiquement alignées sur les projets religieux des Turcs. En effet, la tradition islamique africaine n'a pas toujours fait un bon accueil aux pratiques religieuses venues d'ailleurs. A partir du mouridisme au Sénégal, l'Afrique fait l'expérience de mouvements islamiques qui émergent et s'internationalisent sur le modèle d'organisations néo soufies – telle qu'Ançar Dine au Mali – sans lien avec les confréries classiques de la Qadiriyya et la Tidjaniyya. De plus, dans un contexte marqué par l'internationalisation du terrorisme, *a fortiori* du terrorisme autolégitimé par le religieux, le sujet cristallise l'attention et la religion devient un sujet de gouvernance publique. Les autorités ont ainsi tendance à s'en emparer pour mieux maîtriser les faits religieux, avec le concours des acteurs et des organisations, tout en veillant à ce que rien ne porte atteinte aux intérêts supérieurs du pays. Ainsi, quand une offre de coopération islamique émanant de l'extérieur est considérée comme menaçante pour ses intérêts, les pouvoirs publics n'hésitent pas à la rejeter et à empêcher l'action d'aboutir. Cette attention explique également pourquoi les pays subsahariens ont été nombreux à adhérer au programme de formation des imams initié par le Maroc, promoteur d'un « islam modéré ». C'est aussi pour cette raison que le Cosim en Côte d'Ivoire n'est pas encore un partenaire officiel de la fondation Aziz Mahmud Hüdayi et de la Diyanet : selon le directeur de l'Institut international de l'imamat en Afrique (3I Afrique) rencontré lors de nos enquêtes à Abidjan, « [les Turcs] ont leur vision, leur manière de voir les choses. Est-ce que cela est compatible avec nous et nos manières de voir les choses ? C'est tout cela qui freine un peu nos relations »⁶². Pourtant, le Cosim, propriétaire de 3I Afrique, a profité des missionnaires turcs tant pour le financement de ses projets que pour l'équipement en matériels informatiques de son université.

Cette duplicité empreinte d'opportunisme est également caractéristique de l'attitude de Cheikh Abdoul Aziz Sarba, responsable de la Tidjaniyya Hamawiya, qui a accepté le financement de la construction de son école et rejeté le mode d'organisation préconisé par la fondation Aziz Mahmud Hüdayi. Selon des personnes interviewées à Abidjan, ces incompréhensions ont limité les investissements des fondations religieuses turques. Mais au-delà, elles montrent que l'islam local et ses tenants poursuivent des objectifs qu'ils souhaitent voir réalisés tout en limitant leur subordination aux acteurs étrangers. Même si elles sont liées à des événements propres au contexte ivoirien, ces réactions décomplexées doivent être mises en relation à la fois avec un pragmatisme dans le choix de partenaires religieux et avec une logique décoloniale d'un islam africain qui apparaît suffisamment indépendant dans ses pratiques. D'autant plus que la société turque, comme nos enquêtes menées auprès d'étudiants africains en Turquie l'ont montré, est parfois considérée comme

⁶¹ Maud Saint-Lary, « Les fondations turques au Burkina Faso », chap. cité, pp. 135-158.

⁶² Entretien avec le directeur des 3I Afrique, le 21 septembre 2017 à Abidjan (Côte d'Ivoire).

surprenante par son niveau de sécularisme. Certains de ces étudiants ne cachent pas en effet leur étonnement quant au choix fait par leurs parents de la Turquie, « parce que c'est un pays musulman », alors que les sociétés africaines se révèlent être bien plus imprégnées de religiosité que ne l'est la société turque. Ainsi, une étudiante subsaharienne rencontrée à Istanbul à l'été 2019 témoignait en ces termes : « Je pensais aller étudier dans un pays musulman ; je suis arrivée en Europe ». Ce ressenti trahit une méconnaissance de la Turquie moderne, encore bien ancrée dans ses institutions républicaines et laïques, et montre en même temps que les efforts de *soft power* religieux turc, porté par un narratif idéalisé et idéalisant de l'héritage turc musulman, portent leurs fruits et concourent à fabriquer une image positive de la Turquie en Afrique.

Conclusion

Ainsi, la Turquie justifie sa politique multisectorielle vers l'Afrique et revendique sa place sur le continent par une appartenance commune à l'islam. Ce récit sert aussi bien les intérêts d'Ankara en Afrique que la réhabilitation de l'islam au sein même de l'identité, de la société et de la vie politique turques. C'est un récit puissant qui permet à Erdoğan d'asseoir son pouvoir et son aura politique et idéologique, et qui accompagne les mutations de la laïcité turque, le changement des rapports de force entre valeurs conservatrices et kémalisme. Les idées et les valeurs portées par l'islam imprègnent ainsi chaque jour davantage tant la vie politique intérieure du pays que la projection de ce qu'est la Turquie aujourd'hui sur la scène internationale, *via* la politique étrangère. Cette ambition internationale par le religieux gagne du terrain en Afrique.

Sur ce continent, cette stratégie bénéficie de contextes politiques favorables, privilégiant la diversification des partenaires internationaux au détriment des anciennes puissances coloniales. D'autres pays émergents, bien plus puissants, profitent également de ce contexte, mais la Turquie a su tirer son épingle du jeu par le religieux. Cette politique doit beaucoup à la personnalité de Recep Tayyip Erdoğan, qui monopolise le champ politique turc depuis près d'un quart de siècle. Elle intervient aussi à un moment opportun, où des décennies d'arabisation, de pénétration d'entreprises missionnaires arabo-musulmanes et de diffusion de l'argent des pétrodollars ont montré leurs limites, aussi bien pour l'institutionnalisation des modèles islamiques au sein des politiques publiques que pour l'insertion socioprofessionnelle des diplômés arabophones.

La Turquie, par son approche plurielle, semble avoir tiré des leçons de cette expérience arabe. En proposant une offre éducative variée, à la fois séculière et religieuse, turcophone et turcophile, elle s'assure une manne de main-d'œuvre d'élites, qui vient à la fois grossir les rangs des entreprises économiques turques sur le continent et assurer leur prospérité et leur développement, tout comme elle contribue à promouvoir une image positive de la Turquie. Cette démarche assure une assise à ses activités sur la durée, tout en diversifiant ses partenaires socio-économiques et politiques, des autorités publiques aux acteurs non étatiques. Enfin, et de façon peut-être plus anecdotique mais notable, à Istanbul et dans

bien d'autres villes, des couples mixtes afro-turcs se forment, des étudiants et des migrants s'installent avec leurs familles et participent à la mutation profonde de toute une société, ce qui redéfinit l'identité turque. Ce dynamisme de la turcité fait aussi le pari de survivre aux projets personnels d'Erdoğan et des fondations religieuses.

Cependant, la Turquie, qui s'ouvre ainsi au monde, doit encore s'approprier les principes et les mécanismes universels des droits humains, comme en témoignent le silence assourdissant et l'immobilisme des institutions en réponse aux exactions racistes subies par les migrants africains. En effet, si l'oppression subie par les étudiants proches du mouvement Gülen est passée sous silence par les médias et les chercheurs, l'assassinat de la Gabonaise Dina à Karabük⁶³, les descentes musclées de la Zabita, la police municipale, dans les lieux de travail des migrants et les difficultés de ces derniers (y compris des étudiants) pour se loger ont commencé à offrir une autre image de cette Turquie accueillante, bienveillante et tolérante. En Afrique, cette image a aussi été écornée quand, en 2024, au Mali, au cœur du Sahel, l'utilisation des drones TB2 turcs a fait des victimes parmi les civils⁶⁴. Quand le *soft power* turc en Afrique se heurte au *hard power* en Turquie, c'est toute une architecture d'influence politique et culturelle qui vacille.

⁶³ Sur l'affaire Dina, voir N'daricaling Lopy et AFP, « Affaire Dina : l'unique suspect dans la mort de la jeune gabonaise est acquitté », *TV 5 Monde Info*, 19 décembre 2024, <https://information.tv5monde.com/afrique/affaire-dina-lunique-suspect-dans-la-mort-de-la-jeune-gabonaise-est-acquitte-2753414>

⁶⁴ Voir <https://www.facebook.com/photo/?fbid=7423780240994484&set=a.103092496396665>

Les Etudes du CERI

Directrice de collection : Stéphanie Balme

Rédactrice en chef : Judith Burko